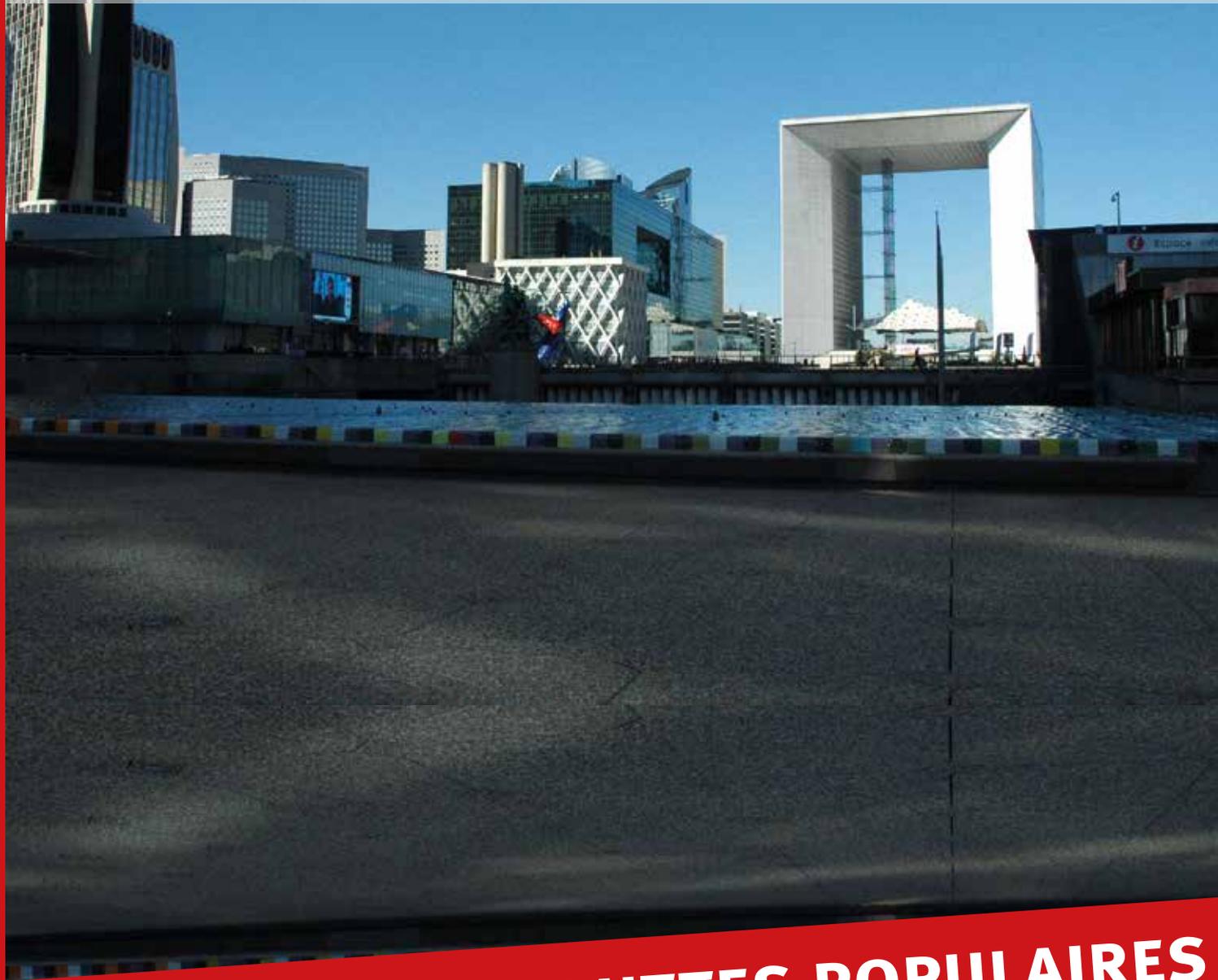


*l'Anti*capitaliste

N°51 | FEVRIER 2014 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



RÉSISTANCES ET LUTTES POPULAIRES DANS LA VILLE CAPITALISTE



VALLS-DIEUDONNÉ
LE BAL DES RACISTES



ITALIE
LES FORCONI, RÉVOLTE SOCIALE ET
PETITE-BOURGEOISIE



A L'ORIGINE DU 8 MARS
UNE MILITANTE COMMUNISTE,
CLARA ZETKIN

EDITORIAL		
Jean-Philippe Divès Face au gouvernement PS-Medef		P3
PREMIER PLAN		
Jean-Philippe Divès Valls, raciste en chef		P4
Bertold du Ryon Dieudonné, l'antisémitisme et l'extrême droite		P5
ACTU		
Isabelle Foucher Logement Les lois Duflot au secours des... propriétaires		P7
Henri Wilno Italie Les forconi, révolte sociale et petite-bourgeoisie		P9
Emil Ansker Grèce La gauche révolutionnaire à un tournant ?		P13
Franck Gaudichaud Après les élections au Chili Vers un gouvernement social-libéral sous pression des luttes		P16
DOSSIER		
Ugo Palheta Résistances et luttes populaires dans la ville capitaliste		P18
Yann Cézard Les profits et surprofits du secteur capitaliste de l'immobilier		P20
Yann Cézard Crise du logement, l'exemple parisien		P21
Michael Löwy La ville écologique La lutte pour les transports gratuits au Brésil		P24
Thibault Blondin Paris gentrifié, la bataille de Stalingrad		P26
Jean-Marc Bourquin Histoire de la transformation d'une ville : Saint-Denis		P28
Jacques Chastaing L'ANRU, un crime silencieux ?		P30
REPERES		
Jean-François Cabral A l'origine de la journée du 8 mars Une militante communiste, Clara Zetkin (1857-1933)		P31
LECTURES		
Chloé Moindreau Homosexualité et révolution Une réflexion d'époque pour une question toujours d'actualité		P35
FOCUS		
Virginia de la Siega En Espagne et ailleurs Non à la régression des droits des femmes		P36

S'ABONNER**PAR CHEQUE**à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

ÉtrangerJoindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail: <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>**PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE**En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction: contact-revue@npa2009.org**Gérant et directeur de la publication:**
Ross Harrold**Diffusion:**
01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org**Administration:**
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex**Commission paritaire:**
0514 P 11509**Numéro ISSN:**
2269-370X**Société éditrice:**
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)**Tirage:**
3 000 exemplaires**Maquette et impression:**
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

© Illustration de Une: DR

Face au gouvernement PS-Medef

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Tournant ou accélération ? Changement de cap ou simple *coming out* ? La portée des déclarations du 14 janvier ne doit en tout cas pas être sous-estimée. La «politique de l'offre», cela signifie : rien pour les salariés sauf l'austérité, tout pour les patrons avec pour objectif premier de restaurer leurs taux de profit. En la revendiquant, Hollande a renoncé ouvertement à toute velléité de se distinguer tant soit peu du néolibéralisme dominant. Et pas seulement dans le discours.

Gattaz, président du Medef, s'est aussitôt «félicité» du pacte de responsabilité. Il y a de quoi ! La suppression des cotisations finançant les allocations familiales, 5,25 % des salaires bruts, 35 milliards d'euros par an, était en effet une revendication historique du patronat. Chirac et Sarkozy n'avait offert que de bonnes paroles. Hollande, lui, passe aux actes.

Le financement de la branche famille de la sécurité sociale serait donc transféré à la charge de l'Etat, grâce à la réalisation de nouvelles «économies». Traduire : de nouvelles coupes sévères dans les services publics et toujours plus d'austérité pour leurs salariés. C'est ainsi que se matérialisera le hold-up réalisé sur la part différée des salaires. Même si c'est aussi quelque chose que le gouvernement devra imposer, ce qui ne manquera pas de produire des résistances.

Au-delà du contenu précis des mesures (pour une part, encore inconnu), c'est une véritable alliance politique qui vient d'être scellée entre le gouvernement et le Medef. Car leur accord concerne à la fois le fond et la forme. Gattaz a proclamé qu'avec le pacte de responsabilité, Hollande n'avait fait que reprendre ce que lui-même lui avait «apporté sur un plateau», dès le mois de novembre, sous le nom de «pacte de confiance». On comprend le désarroi de la droite, réduite à protester qu'on lui a volé ou contrefait son programme.

POURQUOI MAINTENANT ?

Dans le flot des commentaires, certains se sont cependant demandé pourquoi Hollande avait tant tardé à s'affirmer «social-démocrate» (à la Schroeder !) par opposition, soi-disant, à «socialiste» (il y a belle lurette que pour ces gens-là, ces mots ne veulent plus dire grand-chose).

Disons qu'il a d'abord observé une certaine prudence, en tâtant le terrain et en commençant à exercer ses muscles. Avoir réussi à faire passer l'ANI, puis la contre-réforme des retraites, sans rencontrer de résistance majeure lui a donné confiance pour passer à une nouvelle phase, supérieure. Les travailleurs, le

mouvement social ne seront pas, croit-il, en condition d'y faire obstacle. En grande partie, il faut le dire, grâce à la modération et la bonne volonté dont font preuve les principales directions syndicales.

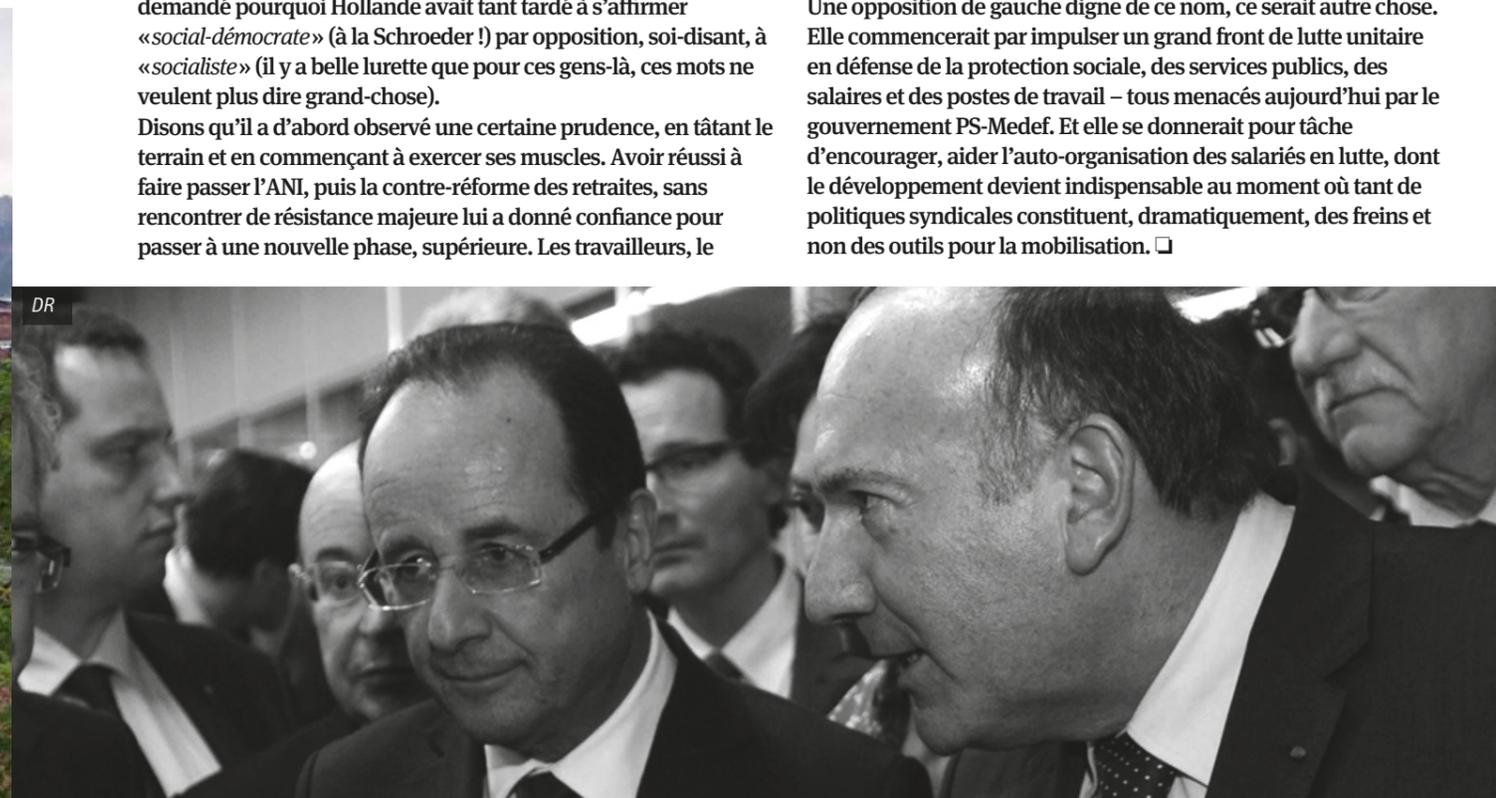
La vérité est que les gages donnés sont sérieux – et répétés. La déclaration commune CFDT-CFTC-CGT-FSU-UNSA du 25 novembre 2013 mettait déjà en son centre la poursuite du «dialogue social (...) dans les entreprises comme dans les secteurs d'activités, les territoires et au niveau national.» Celle du 14 février indique que «les organisations signataires» (CFDT-CGT-FSU-UNSA) «porteront ces revendications et objectifs communs lors des discussions qui se dérouleront dans le cadre du pacte de responsabilité», autrement dit qu'elles acceptent de s'intégrer dans le plan Gattaz-Hollande. En ajoutant que leurs «priorités communes en matière d'action pour la pérennité et le développement de l'emploi» sont «à l'image de ce qui s'est fait en Bretagne» ! Ouh, déjà, elles avaient soutenu un «pacte» ne comportant rien en termes de lutte contre les licenciements (mais beaucoup pour le soutien aux «entreprises» c'est-à-dire aux patrons).

OPPOSITION DE GAUCHE ?

La brutalité des nouvelles attaques en préparation nécessite plus que jamais l'action commune de toutes les forces – politiques, syndicales, associatives – prêtes à s'y opposer. De ce point de vue, la déclaration du bureau national du Parti de gauche titrée «Construire l'opposition de Gauche» (avec la majuscule) pourrait être considérée positive.

Sauf que la dite opposition n'y est décrite qu'en termes électoraux et institutionnels. Sa traduction, ce seraient les listes Front de gauche aux municipales, avec mention spéciale pour les 70 accords passés avec EELV (et quelques socialistes aussi). Les luttes ne sont quant à elles évoquées que comme un appendice, tandis que le PG ne trouve pas un mot pour condamner la politique du «dialogue social».

Une opposition de gauche digne de ce nom, ce serait autre chose. Elle commencerait par impulser un grand front de lutte unitaire en défense de la protection sociale, des services publics, des salaires et des postes de travail – tous menacés aujourd'hui par le gouvernement PS-Medef. Et elle se donnerait pour tâche d'encourager, aider l'auto-organisation des salariés en lutte, dont le développement devient indispensable au moment où tant de politiques syndicales constituent, dramatiquement, des freins et non des outils pour la mobilisation. □



DR

Valls, raciste en chef

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

La charge du ministre de l'Intérieur contre Dieudonné, ponctuée par les mesures d'interdiction de ses spectacles, a tout d'une opération de diversion... A plusieurs titres.

D'abord, par rapport aux enjeux essentiels, économiques et sociaux, de l'action du gouvernement. La saillie de Valls et le battage médiatique qui l'a accompagnée sont ainsi intervenus simultanément à l'annonce du dit « pacte de responsabilité » : au moment où l'on renonce ouvertement à toute velléité de gauche, où l'on accède aux principales revendications du Medef et l'on constitue avec lui une véritable alliance, un peu d'illusionnisme « antiraciste » et « républicain » ne peut pas faire de mal.

Mais diversion, aussi, par rapport aux orientations gouvernementales sur la question dite de l'immigration, donc aussi vis-à-vis du sentiment antiraciste qui, même s'il est aujourd'hui en mal d'expression, continue de prédominer largement dans les classes populaires et parmi les salariés.

Car, quand bien même Dieudonné est un personnage détestable, dangereux et à combattre, ce sont bien les Hollande, Ayrault et Valls qui mettent en œuvre, depuis les sommets de l'Etat, une politique qui n'a rien à envier à celle de leurs prédécesseurs.

Ainsi les expulsions de sans-papiers se poursuivent-elles au même rythme que sous Besson et Hortefeux. Les services du ministère de l'Intérieur ont bien insisté sur ce point, en répondant aux interpellations de la droite que les chiffres réels (« gonflés artificiellement » sous Sarkozy où ils intégraient indûment les dits retours volontaires) étaient maintenus. Match nul, donc. Mais sur le terrain de la persécution des Roms, là, net « avantage » au gouvernement en place qui bat tous les records : 165 campements démantelés sur 400, 19 380 personnes délogées en 2013 contre « seulement » 9 402 en 2012, selon un rapport récent de la Ligue des droits de l'Homme.

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE ?

Pour illustrer cette politique, prenons l'exemple de trois événements survenus le même jour, mercredi 27 novembre 2013. Ce soir-là, toute la gauche gouvernementale tenait meeting à Paris pour

« défendre la République contre les extrémismes ». Valls n'y a pas seulement défendu sa collègue Christiane Taubira, visée par une série d'attaques ignobles. Une grande partie de son intervention a été consacrée à dénoncer, avant les élections municipales, la présence possible de « listes communautaires » supposément islamistes : « nous n'accepterons jamais que dans nos quartiers populaires, on nous impose une loi, une loi d'airain, celle du conservatisme, de l'intégrisme qui n'a rien à voir avec la République, et ce n'est pas à l'extrême droite de le dire, c'est à nous de le dire » !

Plus tôt dans la journée était tombé un jugement de la Cour d'appel de Paris, à propos d'une salariée (Fatima Afif) licenciée par son employeur privé (la crèche Baby Loup) pour le seul fait de porter le voile. Inversant une décision de justice précédente, la Cour a estimé que ce licenciement ne portait « pas atteinte à la liberté religieuse » et n'était pas « discriminatoire »... Décision à rapprocher de l'avis récent du Conseil d'Etat, estimant que la circulaire Châtel de 2009, qui exclut de l'aide aux sorties scolaires les mères musulmanes porteuses d'un voile ou d'un foulard, devait rester applicable.

Plus tôt encore, aux premières heures de la matinée, une vaste opération de police avait expulsé 800 hommes, femmes et enfants de ce qui constituait à Saint-Ouen le plus grand camp rom de France. Décidée par Valls, cette méga-opération d'expulsion prenait un sens plus dramatique encore dans la mesure où elle n'était réalisée qu'à la demande expresse de la maire Front de gauche (FASE-Ensemble) de Saint-Ouen, inquiète – à quelques mois des municipales – des répercussions négatives de cette présence sur les électeurs des nouveaux bâtiments construits à proximité.

LE JEU DE L'EXTRÊME DROITE

Mais le gouvernement ne mène pas seulement une politique raciste. Il menace maintenant les libertés démocratiques : les interdictions d'Etat envers les spectacles de Dieudonné constituent des

précédents qui pourront être utilisés, demain, contre les anticapitalistes ou d'autres courants contestant l'ordre établi.

Et il fait directement le jeu de l'extrême droite. En dotant ce pitoyable « humoriste » d'un statut de vedette victimisée. Mais aussi, plus gravement, en ne ciblant dans sa démagogie « antiraciste » que le seul antisémitisme (que le gouvernement comme Dieudonné identifient faussement à l'antisionisme), encourageant ainsi les courants identitaires rétrogrades à l'œuvre aussi dans la communauté musulmane.

Il faudrait vraiment construire dans ce pays un grand mouvement unitaire contre le racisme... Qui combattrait, en même temps, les racistes d'extrême droite et ceux du gouvernement. □

Dieudonné, l'antisémitisme et l'extrême droite

PAR BERTOLD DU RYON

Autrefois antiraciste, Dieudonné M'bala M'bala a basculé vers l'extrême droite en mettant systématiquement en avant son obsession du « lobby sioniste » (le prétendu pouvoir des juifs) et son entreprise de relativisation, banalisation et dérision de la Shoah. Rappel d'une plongée vers l'abject.

On se souvient qu'en mai 1997, Dieudonné était candidat aux élections législatives à Dreux, où il s'opposait à la candidate du FN, Marie-France Stirbois. A l'époque, il représentait des valeurs universalistes, antiracistes. Personne ne le soupçonnait alors d'antisémitisme, encore moins de proximité avec une extrême droite à laquelle il était venu se frotter. Cela n'allait cependant pas tarder à changer.

En 2001-2002, ne parvenant pas à réunir les fonds pour un projet de film sur l'esclavage des noirs, il en tire la conclusion que les victimes de la Shoah bénéficient d'un « monopole de la mémoire » et que les « intérêts juifs et sionistes » dominent l'industrie du film. On peut parler à ce sujet de « concurrence victimaire » entre deux Crimes contre l'Humanité – l'esclavage et la Shoah.

Sa première sortie publique fracassante a lieu le 1^{er} décembre 2003. Lors d'une émission télévisée, il entre sur le plateau déguisé en juif orthodoxe, levant le bras pour faire le salut hitlérien en s'écriant : « Isra-heil ! » Explication de texte : Dieudonné déclare qu'il

s'était « récemment reconverti au fondamentalisme sioniste, enfin, pour des raisons qui me sont purement professionnelles... hum, spirituelles ». Ce propos, tenu sous couvert d'un sketch, sous-entend déjà qu'il existerait une domination « sioniste », non pas en Palestine occupée mais dans certains métiers en France.

A l'époque, Dieudonné compte encore de nombreux défenseurs, pour qui le point essentiel est qu'il semble condamner la politique israélienne. Courant 2004, un spectacle qu'il entend présenter à l'Olympia, à Paris, suscite une mobilisation violente des groupes de l'extrême droite pro-israélienne et communautaire (notamment la LDJ, « Ligue de défense juive », de sinistre réputation). A la même époque, il se fait frapper par quatre hommes lors d'un passage à l'aéroport, alors qu'il se rend en Martinique. Dieudonné réussit à son tour à mobiliser des soutiens, qui manifestent devant la salle parisienne le soir où était prévu le spectacle annulé. Cette mobilisation se fait en partie sur des bases communautaristes,

Le 27 novembre 2013, évacuation policière du plus grand camp rom de France, à Saint-Ouen (93). © Philippe Alcoy.



et on entend Dieudonné prétendre : « On veut faire taire le seul Noir présent sur la scène humoristique française (...) 400 ans d'esclavage, et on n'a pas le droit d'en parler ! »

DE SORAL...

La même année a lieu le premier rapprochement de Dieudonné avec l'extrême droite, à travers l'écrivain Alain Soral. Dieudonné est candidat sur la liste «Euro-Palestine» qui se présente en Ile-de-France aux élections européennes de juin 2004 ; Soral la soutient. Les animateurs de la liste ne sauraient en général être taxés d'antisémitisme, et viennent souvent de la gauche. Mais ils tolèrent, au moins dans un premier temps, la présence de protagonistes «pas très nets» sur la question de l'antisémitisme, ce qui fera que le candidat Maurice Rajfus démissionnera de la liste.

Lors d'un meeting électoral tenu à Paris le 8 juin 2004, le candidat Dieudonné M'bala M'bala fait huer par la salle des personnalités connues pour leurs origines juives. Il prononce délibérément le nom de Dominique Strauss-Kahn – qui n'est alors qu'ex-ministre de l'Economie –, en «Strauss-Cohen», pour mettre bien en évidence sa filiation juive. Le 20 septembre 2004, Soral et Dieudonné participent ensemble à une émission télévisée («Complément d'enquête»), au cours de laquelle Soral présente une justification globale de l'antisémitisme : « Ce n'est pas toujours la faute aux autres ! Si personne ne peut les blâmer où ils mettent les pieds, depuis 2 500 ans, il doit bien y avoir une raison. » Dieudonné est assis à ses côtés et ne montre aucune réaction. Alain Soral prétendra plus tard que «l'animateur l'avait piégé». Le groupe EuroPalestine se décidera alors, bien tardivement, à exclure Dieudonné et Soral.

Le 14 février 2005, Dieudonné fait à nouveau parler de lui, en déclarant lors d'une conférence de presse à Alger que la mémoire de la Shoah serait de la «pomographie mémorielle». Il se trouve alors dans la capitale algérienne pour présenter son spectacle, intitulé «Mes excuses», qui regorge d'attaques contre de supposés représentants du judaïsme, présentés comme les profiteurs d'un statut de victime.

A LE PEN...

Le 11 novembre 2006, Dieudonné entreprend une démarche spectaculaire en se rendant à la «convention présidentielle» du Front national au Bourget, où il serre la main de Jean-Marie Le Pen. A l'abri des grands médias, cette nouvelle alliance avait cependant déjà produit des fruits quelques mois plus tôt. Du 27 au

31 août 2006, Dieudonné avait en effet participé à un voyage à Beyrouth, officiellement pour dénoncer la guerre menée par Israël au Liban contre le Hezbollah. Le groupe de voyage comprenait Alain Soral, Thierry Meyssan – alors l'un des diffuseurs les plus en vue des théories du «complot mondial», qui vit aujourd'hui à Damas et soutient le régime syrien – et Lionel Humbert, journaliste à l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*. A leur retour, seul ce dernier accepte de publier leur compte-rendu de voyage. A partir de là, Dieudonné a clairement arrimé son char à l'extrême droite, plus précisément à ses courants «nationalistes-révolutionnaires» ou «rouges-bruns».

Au FN, la nouvelle proximité avec Dieudonné ne fait cependant pas l'unanimité. Après coup, la présence de Dieudonné dans la campagne de Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle de 2007 sera même accusée d'être coresponsable de l'échec. Au soir du premier tour, le 22 avril 2007, au siège du FN, Dieudonné est présent... mais manque de se faire tabasser. Un groupe de hooligans du PSG tente de l'attaquer physiquement, et Dieudonné doit se faire protéger par le service d'ordre du FN. L'opinion publique apprendra plus tard que lors de cette même campagne, la direction du FN sous Jean-Marie Le Pen avait généreusement financé Dieudonné en sous-louant la salle de son théâtre la Main d'Or, à Paris 11^e, pour une réunion de campagne, au prix fort de 60 000 euros.

ET FAURISSON

Le 26 décembre 2008 au Zénith, Dieudonné invite le célèbre négationniste Robert Faurisson à monter sur scène, afin de lui délivrer le «prix de l'inféquentabilité». De prime abord, on ne voit pas ce que l'octogénaire Faurisson vient faire dans un spectacle prétendument humoristique. Le seul «exploit» de sa vie consiste à avoir nié publiquement et avec acharnement, depuis 1978, l'existence de l'extermination des Juifs par les nazis. Le «prix» est discerné par un assistant de Dieudonné, habillé dans un pyjama rappelant celui des détenus des camps de concentration, affublé d'une étoile jaune sur la poitrine. Dans le public sont assis Jean-Marie Le Pen, son épouse et Bruno Gollnisch, alors vice-président du FN. Le 11 juillet 2008, Le Pen était devenu le parrain de Plume, l'une des filles de Dieudonné.

Mais une rupture avec le FN est consacrée début 2009 : Alain Soral quitte le comité central du FN et claque la porte du parti. Avec Dieudonné, il lance dans les élections européennes de juin 2009 une «liste antisioniste», où l'extrême droite est bien représentée. On y trouve ainsi Mickaël Guérin, à l'époque responsable régional du Front national de la jeunesse en

Rhône-Alpes, comme des membres du groupe néofasciste «Renouveau français». Ces figures voisinent alors avec des personnages plus ou moins hallucinants, venant d'autres horizons politiques. Le plus remarquable est peut-être Yahia Gouasmi, un Français d'origine algérienne, converti de l'islam sunnite au chiisme et grand soutien du régime iranien. Il dirige un «Centre Zarah», qui est en fait une secte de convertis chiïtes. Au cours d'une conférence de presse de la «liste antisioniste» tenue le 24 avril 2009, ce personnage déclare : «Derrière chaque divorce en France, il y a un sioniste !» Antisémitisme classique, complottisme délirant et folie pure se côtoient...

Cependant, le lien avec le FN ne sera jamais totalement rompu : le 18 mai 2009, Jean-Marie Le Pen raconte ainsi que c'est lui que les leaders de la «liste antisioniste» avaient appelé pour demander conseil, lorsqu'ils avaient rencontré des difficultés avec la police. Au soir du scrutin européen du 7 juin 2009 – quand la liste Dieudonné-Soral obtient le maigre résultat de 1,83 % – le passage télévisé de Jean-Marie Le Pen est applaudi au théâtre de la Main d'Or où sont rassemblés les dieudonnistes.

Aujourd'hui, il n'est pas étonnant que l'électorat du FN soit coupé en deux quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de Dieudonné. Alors que selon les sondages, de 71 % à 81 % des Français expriment une opinion négative envers lui, l'électorat FN est partagé entre 48 % de bonnes opinions et 48 % de mauvaises³.

Le mariage entre les deux courants n'est sans doute pas pour demain. Mais, le projet de Soral et Dieudonné conduisant à rabattre vers le vote FN un secteur de l'électorat de confession musulmane (en flattant et tentant d'exacerber tous les préjugés anti-juifs, anti-homosexuels, etc.), des convergences ne devraient pas manquer de se manifester. Et vu du FN, le fait qu'il existe une autre force marquée «anti-système» et «politiquement incorrecte» contribue à libérer la parole : tout ce que dira le FN, dans un proche avenir, apparaîtra toujours comme «modéré» à côté de ce voisin-là... □

Logement : les lois Duflot au secours des... propriétaires

PAR ISABELLE FOUCHER

Les lois Duflot, nous dit-on, protégeront les locataires ? La belle affaire ! Belle affaire pour les propriétaires, s'entend. Décryptage.

A lors que la crise économique s'aggrave, avec chaque jour une nouvelle entreprise qui licencie, de nouvelles familles qui sont rejetées dans la précarité, la crise du logement sévit durablement en France : 3,6 millions de mal-logés et 1,3 million de familles en attente d'un logement social.

Face à cette situation d'urgence, quel est le bilan de près de deux ans de gouvernement Hollande-Ayrault ? Catastrophique, et accompagné de l'usage des matraques contre les familles mal-logées et leurs défenseurs comme Jean-Baptiste Eyraud, du DAL (Droit au Logement), qui a été brutalisé à Paris le 19 octobre dernier, place de la République.

RÉQUISITION DES LOGEMENTS VIDES ?

«S'il est nécessaire, je ferai appel à l'ensemble des moyens disponibles, la réquisition fait partie de cette panoplie», déclarait Cécile Duflot le 27 octobre 2012. De même, on pouvait lire dans *Le Monde* du 29 novembre 2012 : «Des réquisitions de logements vides auront lieu d'ici à la fin de l'année, a annoncé jeudi la ministre du logement, Cécile Duflot, au cours d'une visite dans un centre d'hébergement d'urgence pour sans-abri à Paris, géré par l'association Emmaüs Solidarité».

La ministre EELV Duflot a donc commencé son mandat en faisant de tonitruantes déclarations pour la réquisition des logements vides. Quatre régions où la crise du logement est particulièrement aiguë devaient être passées au crible pour débusquer les logements vacants : Ile-de-France, Provence-Alpes Côte d'Azur, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées.

Deux ans plus tard, on attend toujours. La ministre Duflot ne s'est pas appuyée sur l'ordonnance de 1945, jugée par elle pas assez solide juridiquement, mais sur la loi de lutte contre les exclusions de 1998 (gouvernement Jospin,

ministre Gayssot). Mais les dispositions sur la réquisition de cette loi de 1998 sont en vérité inopérantes : elles ne concernent que les bâtiments vides depuis plus de 18 mois, détenus exclusivement par des propriétaires institutionnels, et surtout elles permettent au propriétaire d'échapper à la réquisition «s'il présente un projet d'utilisation de son immeuble».

A ce jour, aucun bâtiment n'a encore été réquisitionné. Ce ne sont finalement qu'une cinquantaine de procédures qui seraient en cours : une petite dizaine en Ile-de-France, une dizaine en Midi-Pyrénées et une trentaine en PACA. Gageons qu'il n'y aura pas une seule réquisition puisque désormais les déclarations du cabinet de Duflot ont le mérite de la clarté : «L'objectif n'a jamais été la réquisition pour la réquisition. Le but, c'est que les propriétaires remettent sur le marché, le plus rapidement possible, un maximum de logements» (*Libération*, 11 décembre 2013).

La mesure favorise ainsi moins les sans-domicile... que le marché de l'immobilier et l'investissement locatif : les propriétaires



sont incités à faire de l'argent en vendant leurs biens ou en les remettant sur le marché locatif. Cela tombe bien : la loi Duflot 1 est là pour rentabiliser ces opérations, et précisément dans les mêmes zones tendues, là où il y a la crise du logement.

«AVEC LA LOI DUFLOT, JE TRANSFORME MES IMPÔTS EN PATRIMOINE»

Réservé normalement aux logements neufs, ce dispositif de défiscalisation est en effet également applicable à l'ancien, moyennant d'importants travaux de rénovation. Il permet aux propriétaires aisés qui louent des logements d'être exonérés jusqu'à 6000 euros par an de leurs impôts, soit une réduction de 18 % du prix d'achat, cinq points de plus que la loi Scellier.

Néanmoins, compte-tenu de certaines dispositions jugées contraignantes (location pendant au moins 9 ans ; respect des plafonds de revenu du locataire et des plafonds des loyers), le site Capital.fr avait émis un bémol : «le rendement peut alors difficilement excéder 3 %, moins qu'une bonne assurance vie» ! Depuis, les décrets d'application de la loi, en introduisant un coefficient multiplicateur appliqué sur les plafonds de loyer, d'autant plus élevé que la surface du bien est petite, ont remis les placements dans le droit chemin : comme le conseille Capital.fr, «en achetant un studio (ou un petit deux-pièces), les loyers retournent dans la norme du marché» si bien que désormais, le taux de rendement peut avoisiner les 5,5 % à Brest, Lille, Toulouse, Châtillon, Montreuil, voire 7 % à Saint-Denis !

LE PROJET DE LOI DUFLOT 2

Cette loi dite ALUR (Accès au logement et à l'urbanisme rénové) est censée protéger les locataires et encadrer les loyers. En réalité, sous un amas de formules complexes, elle est la porte ouverte à un véritable risque de hausse très conséquente des loyers pour les locataires anciens dans leur logement et pour tous ceux dont le loyer était, avant le renouvellement du bail, inférieur au loyer médian dans une zone concernée.

Le projet de loi indique que les loyers ne pourront pas dépasser de plus de 20 % un loyer médian de référence, différent selon les types de logement. Bien sûr, tout dépend du calcul du montant de ce fameux loyer médian de référence, qui doit être déterminé par des observatoires locaux des loyers... à partir de l'existant ! Cela revient de fait non pas à baisser les loyers mais à entériner leurs hausses effrénées durant la dernière décennie, surtout dans des villes comme Paris (+ 100 %).

Et qu'attendre d'observatoires locaux des loyers dont on sait par avance qu'ils seront tout sauf indépendants et garants de l'intérêt des locataires ? En effet, selon le journal *Le Monde* du 10 décembre 2013, pour ce qui est des observatoires, la ministre juge «utile pour tous que les professionnels contribuent à leur alimentation qu'à leur gouvernance», ce dernier point étant une revendication forte de la FNAIM (Fédération nationale de l'immobilier).

De plus, en rentrant dans le détail du texte, on se rend compte que de nombreuses exceptions permettent en fait aux propriétaires de déroger aux limitations des hausses : des travaux d'amélioration peuvent par exemple être en fait de simples travaux de mise en conformité avec les normes d'électricité ou autres. Loin de protéger les locataires, le projet de loi Duflot 2 durcit donc considérablement la situation des locataires en difficulté, se retrouvant au chômage ou devant faire face à la baisse de leur revenu.

A l'heure qu'il est, le Sénat a retoqué une des dispositions les plus graves qui consistait à infliger des pénalités aux locataires qui paient leur loyer en retard. Rien ne dit encore qu'en dernière lecture à l'Assemblée nationale, cette disposition ne sera pas finalement maintenue.

LA GUL (GARANTIE UNIVERSELLE DES LOYERS)

La GUL, désormais financée à 100 % par l'État, n'étant finalement pas obligatoire, il y a fort à parier que le cautionnement restera la règle et donc, comme précédemment, à la seule charge du locataire. Cette mesure, censée permettre l'accès au logement pour tous, a elle aussi fait pschitt, comme la réquisition ! De toute façon, il n'y a rien à attendre de la GUL puisque, loin de garantir quoi que ce soit aux locataires, ce dispositif est en fait un moyen d'indemniser les impayés de loyer de l'ensemble des bailleurs du parc locatif privé. Afin, nous dit-on cyniquement, de couper court au «risque de désresponsabilisation des locataires», le recouvrement des impayés relèvera du Trésor public qui pourra, en dehors de tout jugement en tribunal, saisir salaires et revenus à la source par un simple avis à tiers détenteur.

POUR FINIR, UN SATISFECIT ACCORDÉ PAR LA FNAIM !

Ce groupement d'agences immobilières estimait le 3 janvier 2014 que «la dernière version d'ALUR est satisfaisante». Cela fait suite à un courrier de la ministre du 6 décembre 2013 adressé au président de la FNAIM, dans lequel elle proposait d'«engager une phase

finale de discussion», y affirmant qu'elle souhaitait que l'intermédiation «prenne davantage d'ampleur», les agences immobilières n'étant partie prenante que d'un tiers des transactions de location ! Suite à ces rencontres, la FNAIM estime que «plusieurs des revendications que nous portions ont été entendues. Les discussions que nous avons eues, jusqu'à très tard avant le vote, avec les parlementaires, le cabinet de la ministre ou Cécile Duflot elle-même semblent avoir porté leurs fruits et nous ne pouvons que nous satisfaire des dernières modifications.»

Il y a de quoi : rétablissement de la caution, participation aux observatoires locaux d'encadrement des loyers, dispositions concernant les honoraires, etc. En effet, la première version de la loi limitait les frais d'agence réglés par le locataire à la seule moitié des frais de l'état des lieux et de rédaction du bail. La FNAIM se réjouit désormais que «le texte validé par la commission [des affaires économiques de l'Assemblée nationale] prévoit le partage entre le locataire et le propriétaire des prestations bénéficiant aux deux parties». Comme par le passé, le locataire devra donc régler la moitié des frais d'agence, en réalité la quasi-totalité de ces frais, la plupart des propriétaires refusant de payer, demandant des remises commerciales ou des avoirs sur les honoraires de gestion.

DES MESURES D'URGENCE

Cette loi se situe ainsi aux antipodes des premières mesures d'urgence qu'appelle la crise du logement, à savoir :

- le blocage total des loyers et des charges ;
- la réquisition des logements et bureaux vides (application de l'ordonnance de 1945) ;
- l'annulation pure et simple des dettes locatives des familles frappées par le chômage, la précarité, les bas salaires et la maladie, à l'image de ce qu'avait décrété la Commune de Paris en 1871 ;
- l'interdiction des expulsions de logement, toute l'année ;
- la construction des logements sociaux pour tous les mal-logés («DALO» ou non) ;
- le relèvement conséquent du plafond de ressources des APL ;
- l'arrêt des démolitions de HLM et de la dégradation du parc existant.

Ces mesures qui protégeraient véritablement les locataires sont à l'opposé de celles mises en œuvre par le gouvernement, qui ne protège en réalité que les propriétaires. □

ITALIE

Les forconi, révolte sociale et petite-bourgeoisie

PAR HENRI WILNO

Fin 2013, de nombreuses villes italiennes ont été touchées par des blocages de routes, occupations de places et manifestations « surprise ». Les acteurs en sont des couches sociales qui ont peu l'habitude de ce type de lutte : commerçants, artisans, routiers, petits paysans rejoints par d'autres franges populaires plus ou moins aux marges de la société, dont des jeunes des banlieues, des chômeurs et aussi des étudiants. Ils ont souvent été désignés sous le nom de forconi (ceux qui brandissent des fourches).

En janvier 2012 a eu lieu en Sicile un mouvement des patrons routiers. Ces derniers ont bloqué durant plusieurs jours des accès portuaires ainsi que des routes et autoroutes autour de Palerme. Il s'agissait de protester contre le prix du fuel, avec comme principale revendication la baisse des taxes. Ces actions ont bénéficié du soutien, voire de la participation d'autres catégories sociales : pêcheurs (également sensibles au prix du fuel), paysans, entrepreneurs et artisans du bâtiment, chômeurs...

Ce mouvement traduisait en fait des aspirations plus larges que le prix du fuel et a mis en lumière les forconi, nés en Sicile dans les milieux agricoles durant l'été 2011. Ces forconi siciliens entremêlaient une thématique régionaliste (plus d'autonomie pour la Sicile par rapport au gouvernement central), l'affirmation du droit à la « dignité », des dénonciations de la corruption des politiciens et de leur refus d'écouter les revendications populaires, ainsi qu'un rejet du gouvernement et de la Banque centrale européenne. Ils se déclaraient apolitiques et contre les partis politiques, mais des observateurs avaient noté la présence d'éléments d'extrême droite dans le mouvement, notamment de Forza Nuova.

Du côté des partis politiques nationaux, des déclarations de soutien plus ou moins explicites au mouvement de janvier 2012 émanèrent de l'« Italie des valeurs » (centre-gauche) et de Beppe Grillo. Les grands partis gardèrent un silence pesant. Quant aux animateurs des mouvements sociaux siciliens, ils se divisèrent : certains dénoncèrent les actions de protestation en pointant la présence des néofascistes, tandis que les animateurs de deux centres sociaux de gauche de Palerme déclaraient : « Nous sommes avec les forconi car c'est un com-

bat légitime, populaire et largement suivi, qui a besoin d'une bonne orientation. Nous n'avons pas peur de nous salir les mains en le faisant ».

grands partis et syndicats, interrogations « à gauche de la gauche ».

En 2012 et 2013, le mouvement forconi allait bourgeonner dans les différentes



Logo officiel des forconi. DR.

L'ONDE DE CHOC DU 9 DÉCEMBRE

Dès ce premier round, se sont dégagées des caractéristiques qui marquent encore le mouvement : centre de gravité petit-bourgeois, écho populaire, présence de l'extrême-droite, inaction des

régions italiennes. Des coordinations se sont formées au niveau régional et national sur des mots d'ordre généraux contre les impôts, contre les hommes politiques, les parasites (en ciblant les

fonctionnaires), les syndicats qui ne défendent que les travailleurs qui ont un emploi, etc. S'y ajoute aussi la «fierté d'être italien». Le 9 décembre 2013 et les jours suivants, des manifestations importantes eurent lieu dans des dizaines de localités, marquées par des blocages de routes, des invasions de voies ferrées et des affrontements avec la police devant des bâtiments publics. Ces manifestations furent particulièrement importantes et dures à Turin, ville traditionnellement ouvrière, mais for-

sommes pas d'accord mais nous sommes dans le mouvement de protestation pour en changer la trajectoire.»

Après cette éruption, durant le reste du mois de décembre eurent lieu diverses actions locales des *forconi*, tandis que s'amplifiaient les divergences entre «modérés» et «durs», portant notamment sur les moyens d'action. L'aile «dure» (dont le principal dirigeant Calvani, agriculteur, est arrivé en Jaguar à un rassemblement) appela à manifester à Rome le 18 décembre (dans une de ses multiples déclarations, Calvani avait même évoqué une issue militaire à la si-

proche, les controverses entre Calvani et Ferro redoublèrent d'intensité. Et les initiatives des «durs» le 10 janvier n'attirèrent pas grand monde.

UNE EXPLOSION SANS LENDEMAIN ?

Il y a matière à s'interroger sur l'avenir des *forconi*. Après l'émoi de décembre, la presse et les grands partis sont retournés aux jeux politiques. Mais en fait, le mouvement *forconi* est l'expression d'une double crise : celle de la formation sociale italienne et celle d'un mode de gouvernement où, après la chute de Berlusconi, droite et gauche

veloppement des grandes enseignes de distribution mettent en difficulté le petit commerce local et notamment les vendeurs ambulants. Après six années de crise économique, les licenciements et la hausse du chômage pèsent sur la consommation, ce qui fragilise également ces commerçants et artisans. Enfin, dans le cadre des politiques d'austérité, des sacrifices sont en permanence exigés dont la seule fonction est de restaurer les profits et les revenus du patronat et de la grande bourgeoisie. Ces sacrifices pèsent d'abord sur les salariés mais n'épargnent pas, à travers la fiscalité, ces couches petites-bourgeoises (dont certaines avaient pris l'habitude de sous-estimer les revenus qu'elles déclaraient).

De plus, parmi les petits entrepreneurs en difficulté, on trouve aussi des chômeurs, dont un grand nombre de jeunes et d'anciens salariés, qui avaient réuni toutes les réserves financières familiales pour mettre sur pied une petite affaire afin d'obtenir un revenu². Par ailleurs, selon les données les plus récentes de l'Istat, le taux de chômage italien a connu une nouvelle poussée en novembre 2013, pour atteindre le niveau record de 12,7 %, en hausse de 1,4 point sur un an. Dans la tranche des 15-24 ans, le taux de chômage a atteint 41,6 %, son plus haut niveau depuis 1977. Selon un rapport de l'Istat de décembre 2013, un Italien sur trois est exposé à un risque de pauvreté et les indicateurs italiens de pauvreté sont supérieurs à la moyenne européenne, en particulier le fait de souffrir de privations matérielles importantes (29,9 % des ménages contre 14,5 %).

Dans le quotidien de gauche *Il Manifesto*, un chroniqueur décrivait la manifestation des *forconi* de Turin, le 9 décembre, comme étant surtout composée d'«appauvris» (*impoveriti*) – membres des couches moyennes appauvries, précaires désormais condamnés à le rester, chômeurs, etc.

Cette situation est donc propice aux mouvements de révolte sociale malgré l'inaction des directions des grands syndicats, qui toutes cautionnent à des degrés divers les politiques néolibérales. Le 18 octobre dernier, les syndicats de base (indépendants des grandes confédérations) avaient appelé à une journée de grève nationale et à une manifestation à Rome, contre la politique d'austérité. La grève a surtout été suivie dans le secteur public, notamment l'éducation, la santé, les pompiers, les

transports publics locaux. Le lendemain, samedi 19 octobre, une nouvelle manifestation était organisée à Rome, avec le soutien des syndicats de base, dans le cadre de la journée européenne pour le droit au logement. Cette manifestation a rassemblé plus de 70 000 personnes et a en fait été placée plus généralement sous le signe de la lutte contre la précarité. De nombreux jeunes et migrants sans papiers y ont participé. Ces journées réussies marquent, malgré leurs limites (mobilisation de certains secteurs seulement le 18, résurgence chez des initiateurs du 19 de la vieille théorie distinguant les travailleurs dits «garantis» des «non garantis») l'existence d'un potentiel pour des mobilisations plus importantes³. Mais elles n'ont pas marqué la situation au point de constituer un signal largement perçu de l'existence d'une opposition sociale apte à redonner un espoir face au rouleau compresseur des politiques capitalistes.

DROITE ET GAUCHE MÊLÉES

Après la chute de Berlusconi en novembre 2011, se sont succédés deux gouvernements. Le premier, dirigé par Mario Monti (ex-Goldman Sachs, ex-commissaire européen) était soutenu par tous les partis représentés au parlement (à l'exception de la Ligue du Nord et de l'extrême droite). Il engageait une politique d'austérité drastique et des réformes libérales dont certaines affectent la petite-bourgeoise traditionnelle (horaires d'ouverture des magasins, par exemple). Les élections de février 2013 ont vu le succès des listes du mouvement «5 étoiles» de Beppe Grillo⁴.

Après quelques soubresauts et manœuvres diverses, un gouvernement d'union nationale (berlusconistes, ex-berlusconistes, gauche parlementaire) était mis en place sous la direction d'Enrico Letta (ex-démocrate-chrétien, passé au Parti démocrate – PD, issu de la transformation majoritaire de l'ancien PC italien en un parti social-démocrate, d'orientation désormais très droitiste). Ce gouvernement a poursuivi, avec quelques amendements (suppression de la taxe sur la résidence principale), la politique de Monti.

Le PD s'est donné en décembre un nouveau dirigeant, Matteo Renzi, dont un des premiers gestes a été d'avancer une proposition de «*Job act*» avec comme proposition-phare le remplacement des divers types de contrats de travail existant en Italie par un contrat unique, dans lequel la protection du salarié croi-

trait avec l'ancienneté. Cette réforme aboutirait à la pleine liberté de licenciement pour tous les nouveaux embauchés, mais les directions syndicales approuvent le projet de Renzi ou refusent de se prononcer clairement contre lui. Y compris celle de la CGIL (l'équivalent de la CGT en Italie), malgré une contestation interne.

Rien d'étonnant à ce que dans ce «*partitaccio*» où droite et gauche se mêlent, aient surgi les *forconi*. De plus s'y ajoutent des affaires de corruption, dont la dernière révélée concerne L'Aquila, ville victime d'un tremblement de terre en 2009 et dont la reconstruction est encore à venir malgré les milliards d'euros déversés. Face aux *forconi*, gouvernement et directions syndicales ont condamné les violences commises dans les manifestations et espèrent que le mouvement ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir.

Du côté des partis parlementaires, Beppe Grillo (ainsi que la Ligue du Nord) a été le plus net dans son soutien aux *forconi*, tandis que Berlusconi affirmait lui aussi sa solidarité. A «gauche», par contre, le PD s'est posé en défenseur des institutions républicaines. Il en est de même de SEL (*Sinistra, Ecologia, Libertà*) dont le leader Nichi Vendola a déclaré que les protestations étaient un danger pour la démocratie. Ces partis renforcent le sentiment de larges fractions des couches populaires, d'un désintérêt de la gauche officielle pour leur situation. Comme l'a écrit Roberto Biorcio dans *Il Manifesto* : «*la fourche brille dans le vide de la gauche.*»

Quant à la gauche radicale, elle est divisée. Quelques secteurs (dont les militants des centres sociaux cités plus haut) ont plus ou moins participé aux initiatives des *forconi*, mettant l'accent sur la possibilité d'influencer certaines de ses composantes. Certains s'interrogent, à l'instar d'un des leaders historiques du mouvement No Tav (mouvement de protestation contre le projet de construction de la nouvelle ligne à grande vitesse Lyon-Turin), Alberto Perino : «*Quand un peuple est opprimé, il se rebelle et il doit être clair que nous ne pouvons pas laisser le champ libre à d'autres. Rappelons-nous l'expérience de l'Aube dorée en Grèce. Le risque est que cela peut se reproduire en Italie. Je ne dis pas que nous devons aller bras dessus-bras dessous avec le "faisceau". Bien*



Dans la manifestation des *forconi* du 9 décembre 2013 à Turin. DR.

tement éprouvée par les restructurations industrielles (automobile, notamment) et ayant perdu un quart de ses habitants par rapport à 1971. A Turin et à Gênes, des policiers retirèrent leur casque en signe de sympathie avec le mouvement.

Comme dans le mouvement sicilien de l'année précédente, les couches petites-bourgeoises traditionnelles furent rejointes par des chômeurs, des jeunes des banlieues, certains étudiants. Les manifestants s'en prenaient au gouvernement d'Enrico Letta et à sa politique d'austérité, aux politiciens corrompus («*Qu'ils s'en aillent tous*»), à la hausse des impôts, aux banques, à l'euro et à l'Union européenne. Beaucoup portaient des drapeaux italiens et chantaient l'hymne national. A Turin, on a vu également des militants des centres sociaux qui déclaraient : «*Nous ne*

tuation). Malgré le renfort des fascistes de la Casa Pound, cette action fut un échec avec moins de 3000 participants. Un des animateurs des «durs», Andrea Zunino (agriculteur de l'Italie du nord), se distinguait en déclarant que l'Italie était mise en esclavage par les banquiers juifs...

Les «modérés» avec Marianno Ferro (lui aussi agriculteur, issu du Mouvement pour l'autonomie de la Sicile, traditionnellement allié à la droite), se sont dissociés de l'initiative du 18 décembre. Des *forconi* de cette aile «modérée» déployèrent symboliquement une bannière le 23 décembre au Vatican devant le pape : «*Les pauvres ne peuvent pas attendre*». Mais la principale échéance du mouvement semblait devoir être le 10 janvier, expiration de l'ultimatum lancé au président du Conseil, Letta, pour le contraindre à démissionner. A son ap-

se sont coalisées au gouvernement pour mener une politique ultralibérale. Plus que d'autres pays européens, l'Italie se caractérise par l'importance des couches petites-bourgeoises traditionnelles non salariées. Ainsi, selon l'Insee, il y avait en Italie, en 2006, 120 commerces de détail pour 10 000 habitants, contre un peu plus de 30 en Allemagne et au Royaume-Uni et 70 en France. Selon l'Office italien des statistiques (Istat), en 2011, les petites entreprises (moins de dix salariés) ont en Italie un poids supérieur à la moyenne européenne : 81% de l'emploi (contre 67 % pour la moyenne européenne) et un tiers de la valeur ajoutée (contre 20 %).

Ces couches ont pu survivre grâce notamment à diverses réglementations protectrices et à la fraude fiscale. Mais la libéralisation du commerce et le dé-

au contraire. Mais, s'il faut faire attention à ne pas nous faire instrumentaliser, il faut être attentif à faire en sorte que ce ne soient pas d'autres qui instrumentalisent la révolte populaire».

Sinistra anticapitalista, une des organisations de la IV^e Internationale en Italie, développe une position plus distante vis-à-vis des forconi. «Ce serait une illusion dangereuse, comme certains le racontent à gauche, de considérer ces mobilisations comme des fourriers d'une réelle lutte positive contre les politiques d'austérité et les gouvernements qui les ont appliquées», écrit Franco Turigliatto. Diego Giachetti a résumé le problème ainsi : «Il s'agit d'un phénomène qui montre le potentiel de radicalisation à droite de secteurs de la petite bourgeoisie et du "sous-prolétariat", ce qui peut devenir un danger pour la classe ouvrière, elle aussi durement frappée par la crise et la politique gouvernementale. (...) C'est la faiblesse et l'inefficacité des actions des directions syndicales et politiques qui ouvrent la voie à ce type de protestation. La question ne peut pas être évacuée en prétendant que ces mobilisations peuvent être une vraie lutte positive contre les politiques d'austérité et les gouvernements qui les appliquent. On ne peut pas non plus écarter ces mobilisations en les considérant comme uniquement le fruit d'un complot (destructeur ?) monté par des groupes fascistes.» Ces analyses conduisent Sinistra anticapitalista à mettre l'accent sur la nécessité d'une mobilisation des travailleurs contre le gouvernement et

les politiques d'austérité, pour fournir un vrai répondant à la colère populaire.

FORCONI ET «BONNETS ROUGES»

La question peut se poser : Forconi et «bonnets rouges», est-ce la même chose ? Certains ont souligné une proximité. En fait, de façon très schématique, l'appréciation de ce genre de mouvements dépend de trois considérations : le fait générateur, les forces agissant à l'intérieur, et leur trajectoire.

Les «bonnets rouges» et plus globalement le mouvement breton, ont eu une double origine : la défense de l'emploi face à des plans de licenciement et une protestation contre l'écotaxe. Ce deuxième aspect rapproche les forconi des manifestations bretonnes, alors que l'en éloigne la participation réelle d'ouvriers en lutte, et pas seulement d'éléments populaires atomisés comme c'est le cas en Italie. Si le syndicat agricole (FDSEA) et le patronat ont agi pour centrer le mouvement breton contre l'écotaxe (et en faveur de leurs propres demandes), ils n'y ont pas entièrement réussi malgré l'aide objective que, par leur abstention, leur ont apporté l'essentiel des structures syndicales départementales et le Front de gauche. Par ailleurs, le poids de l'extrême droite a été très faible dans les initiatives bretonnes (contrairement à ce qui se passe en Italie), plus faible en tout cas que celle des militants anticapitalistes organisés (le NPA essentiellement) agissant pour l'expression autonome d'un «pôle ouvrier». Les «bonnets rouges» sont restés un mouvement régional alors que les forconi

sont passés de la Sicile à l'ensemble de la péninsule.

Il est difficile d'en dire plus à ce stade. Les deux mouvements rappellent que les politiques libérales et la crise peuvent engendrer et engendreront des révoltes de couches autres que le prolétariat. Les anticapitalistes, en conservant leur indépendance, devront se confronter à elles en adaptant leur tactique à chaque situation concrète. «L'action politique, ce n'est pas un trottoir de la perspective Nevski» (un trottoir net, large et uni de l'artère principale, absolument rectiligne, de Saint-Petersbourg), soulignait déjà Lénine dans *La maladie infantile du communisme*... □

1 Dans la suite des mouvements des années 1970 et du mouvement autonome, des jeunes ont installé dans des bâtiments souvent squattés des lieux autogérés où se déroulent des activités politiques, culturelles, d'entraide, des concerts, des débats, etc. La plupart de ces centres sociaux sont animés par des militants anarchistes ou de la sphère d'extrême-gauche. Mais il existe aussi, surtout à Rome, des centres sociaux de droite ou néofascistes dont le plus important est la Casa Pound (du nom du poète Ezra Pound). L'expression «Casa Pound» désigne désormais un mouvement politique fasciste qui vise à un développement national.

2 Voir «L'Italie à l'heure où se mobilisent des secteurs de la petite bourgeoisie frappés par la crise», Franco Turigliatto, décembre 2013, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30687>.

3 Voir «Italie : une relance des mobilisations ?», Franco Turigliatto, Inprecor, n° 599-600 de novembre-décembre 2013 et «Italie : les syndicats de base dans la rue», Thierry Flamant, Convergence révolutionnaire, novembre-décembre 2013.

4 Voir «Italie : aux origines de la crise politique», Ugo Palheta, revue TEAN-L'Anticapitaliste, n° 43 de mai 2013, <http://npa2009.org/node/37392>.

La gauche révolutionnaire grecque à un tournant ?

PAR EMIL ANSKER

Dans un contexte social toujours marqué par de brutales attaques de la part de la classe dominante et par d'âpres résistances sociales, la Grèce s'approche d'une importante séquence électorale. Des élections municipales, régionales et européennes auront lieu en mai. La coalition gouvernementale PASOK (parti socialiste) – Nouvelle Démocratie (droite), dont la politique sape jusqu'à ses propres bases sociales, ne peut plus compter que sur une majorité de deux députés. Il est probable que le premier semestre 2014 voie la fin de ce gouvernement à bout de souffle et que des élections législatives viennent s'ajouter au calendrier, portant Syriza au pouvoir. Les sondages lui donnent en effet régulièrement la première place.

SYRIZA SUR LES MARCHES DU POUVOIR

Créée en 2004, la coalition de la gauche radicale Syriza est devenue lors des élections de juin 2012 la première force d'opposition et la seconde du pays. Les dix-huit mois écoulés depuis ont vu Syriza subir un certain nombre d'inflexions politiques allant dans le sens d'un recentrage gestionnaire, alors qu'elle fait constamment l'objet d'un feu médiatique et politique roulant de la part des «perroquets du système». Ainsi, dans la période récente, Alexis Tsipras s'est montré rassurant auprès des créanciers en affirmant, lors d'un discours au Texas, que la Grèce ne sortirait en aucun cas de la zone euro de sa propre volonté, «car les solutions alternatives sont pires» et «cela serait un désastre pour l'Europe». Cette position garantissant a priori le respect du cadre de l'UE et de la zone euro est d'ailleurs conforme aux positions du Parti de la gauche européenne (exposées lors de son récent congrès de Madrid), qui a décidé en octobre dernier de présenter Tsipras à la présidence de la prochaine commission européenne. En interne toutefois, le scénario d'une sortie forcée de la zone euro n'est pas exclu, ce qui conduit le «camarade-président» à s'ouvrir ponctuellement aux remarques de la gauche du parti.

Si, lors de son dernier congrès, Syriza a adopté des textes programmatiques établissant les grandes orientations d'un gouvernement de gauche, il semble que la direction vise le contournement de ceux-ci et des travaux des commissions

Alors que se rapprochent des échéances qui pourraient être décisives, une série de processus sont à l'œuvre dans et autour du parti Syriza, comme aussi de la coalition Antarsya.



Un cortège d'Antarsya. DR.

internes par l'organisation de sept «forums thématiques de personnalités et de mouvements». Lesquels sont sensés ouvrir Syriza à des personnalités issues de l'espace de la social-démocratie, et formuler des orientations programmatiques. Exemple emblématique de cette «ouverture», l'ex-députée du PASOK Louka Katselli avait voté pour le premier mémorandum en 2010, et soutient encore qu'il était inévitable. Le serpent de mer de son rapprochement avec Syriza, dont il est question depuis des mois, pourrait trouver une modalité concrète dans ces forums.

Pendant de cette ouverture à droite, le congrès constituant de juillet 2013, qui a fait de la coalition un parti unifié, a permis à la direction majoritaire de tenter d'imposer la dissolution de l'ensemble des organisations participant à Syriza. Cette mesure visait notamment à faire de l'élection du président un plébiscite, et à rendre inaudibles les désaccords formulés par la gauche du parti. Cela n'a pas empêché la constitution de la Plateforme de gauche, qui a rassemblé 30 % des délégués (représentant plus de 10 000 des 35 000 votants au congrès), et le maintien de plusieurs organisations

révolutionnaires au sein de Syriza.

CONSTRUCTION D'UNE OPPOSITION... ET COURSE CONTRE LA MONTRE

La Plateforme de gauche a pour principale composante l'ancien Courant de gauche de Synaspismos (eurocommuniste, force majoritaire de Syriza jusqu'au dernier congrès), animé par Panagiotis Lafazanis, porte-parole du groupe parlementaire de Syriza. Issu du Parti communiste grec (KKE), qu'il a quitté en 1991 pour prendre part à la construction de Synaspismos, Lafazanis a des liens et une audience importante auprès des secteurs ouvriers et syndicaux de Syriza. Bien que réformiste, son positionnement de classe plus accentué que celui de la majorité et son attachement à la perspective du socialisme font de lui la figure connue la plus radicale du parti. Malgré une incontestable prise de distance avec l'héritage «patriotique» et stalinien du KKE, les orientations du Courant de gauche sont souvent marquées par une approche très monétariste des questions stratégiques, avec la question de l'euro comme point focal. Nous verrons que cette problématique traverse toute la gauche grecque.

DR

Constitué fin 2012, le Réseau rouge (qui s'exprime sur le site Rproject) est la seconde composante de la Plateforme de gauche. Il est la réunion de trois organisations trotskystes dont la principale, DEA (Gauche ouvrière internationaliste), compte environ 250 militants. Kokkino (Rouge) n'en compte plus qu'une quarantaine depuis le départ de sa minorité en 2012, qui soutient désormais la direction de Tsipras. APO (Groupe politique anticapitaliste) est un plus petit réseau gravitant autour d'un militant, Giorgos Sapounas. Un processus d'unification de DEA et Kokkino est en cours mais ne devrait pas aboutir avant l'automne 2014, le mode d'intervention et les caractéristiques organisationnelles de ces deux courants étant assez différents.

C'est donc à ce double niveau que l'opposition de gauche se structure. A ce stade, il faut relever les acquis suivants : le score de la Plateforme au congrès a été relayé largement par les médias, l'existence d'une opposition interne est donc une donnée publique et connue de tous. Par ailleurs, malgré la tendance naturelle du Courant de gauche à rechercher des compromis avec la direction, l'attitude de la Plateforme s'est légèrement radicalisée au fil des dernières sessions du comité central. En septembre, face à un texte qu'elle considérait assez correct politiquement, elle s'est abstenue, tout en émettant des critiques sur le fond. Puis au CC d'octobre, la Plateforme a déposé un texte alternatif sans le soumettre au vote, et en s'abstenant sur le texte majoritaire. Mais lors du CC de décembre 2013, elle a voté contre la résolution politique et le texte concernant la politique européenne de la majorité, publiant un texte alternatif sans le soumettre au vote. La tentative de la direction, l'été dernier, de faire taire les voix discordantes par l'affichage d'une unité factice est à ce jour toujours un échec.

La construction de l'opposition se heurte cependant à des limites et des faiblesses. Le degré d'intégration des structures de la Plateforme et du Réseau rouge reste très faible voire nul. Pour le moment, les militants des différentes composantes continuent d'intervenir dans le cadre de leurs organisations antérieures, ce qui découle en partie de la grande hétérogénéité des perspectives envisagées par les uns et les autres en cas de constitution d'un gouvernement

de gauche. Si DEA exclut d'y participer, Panagiotis Lafazanis et d'autres dirigeants du Courant de gauche pourraient occuper des postes ministériels. Ainsi, tandis que les uns tiennent à conserver leur indépendance organisationnelle et se disent prêts à assumer une éventuelle rupture, les autres (majoritaires) jouent la critique constructive et la modération vis-à-vis de la direction. Ceci complique la structuration de l'opposition sur le plan local, et bride sa capacité à gagner et organiser des membres de Syriza. Le Réseau rouge est l'aile la plus radicale de Syriza, mais reste en grande partie tributaire des députés du Courant de gauche dans l'impulsion de l'opposition dans les instances du parti et dans le

à leur laisser un « délai raisonnable » pour se dissoudre dans les structures du parti, délai jamais défini. L'interprétation de ce que « délai raisonnable » veut dire sera certainement liée aux évolutions politiques générales, et à la volonté de la direction de ne pas s'encombrer trop longtemps d'une opposition interne, d'ailleurs illégitime du point de vue des statuts.

ANTARSYA ET LE « FRONT COMMUN »

La coalition anticapitaliste Antarsya regroupe depuis 2009 une dizaine d'organisations d'extrême gauche de tradition diverse, dont l'OKDE-Spartakos, section grecque de la Quatrième Internationale. Les forces structurantes en son sein sont

péennes aux forces de l'« autre gauche ». Cet appel s'est traduit par une rencontre le 3 octobre dernier à laquelle ont participé six organisations¹. Si la plupart d'entre elles se situe dans la démarche du front commun, c'est la négociation avec « le Plan B » qui concentre les débats.

Ce mouvement créé il y a deux ans par Alekos Alavanos² rassemble des personnalités assez influentes médiatiquement mais sans base militante. Il est hétérogène politiquement, Alavanos étant issu comme Lafazanis de la gauche de Synaspismos. Il compte aussi dans ses rangs le groupe *Paremvasi* (Intervention), scission d'un groupe maoïste soutenant aujourd'hui la majorité de Tsi-

n'a pas pour débouché un programme de rupture anticapitaliste, mais le sauvetage économique du pays dans le cadre du système bourgeois, à grand renfort de rhétorique patriotique. Cette idée de reconstruction d'un capitalisme national contre l'impérialisme, sous-tendue par une conception stratégique très étagée, est la première source de désaccord avec Antarsya. La seconde réside dans le fait qu'Alavanos tient à ce que le programme avancé dans le cadre du front commun soit assez « raisonnable » pour ne pas effrayer la petite-bourgeoisie. Ainsi, la question de la sortie de l'UE est évacuée (alors que la sortie de la zone euro est avancée comme centrale), car bien que juste

cette revendication ne serait pas encore compréhensible. Pour Antarsya, les deux sont indissociablement liées. Enfin, il existe un désaccord sérieux sur l'immigration. Si Antarsya soutient l'idée de la régularisation de tous les immigrés, Alavanos insiste sur l'abrogation des accords de Dublin II afin qu'ils puissent quitter le pays... laissant entendre qu'ils sont trop nombreux en Grèce.

La proposition de déclaration commune formulée par Antarsya suite à la réunion du 3 octobre a été rejetée par le Plan B, car trop anticapitaliste. Celui-ci a par la suite pris l'initiative de nouvelles discussions sur des bases très édulcorées. Antarsya est depuis partagée en trois tiers : Les « néo-althusseriens » d'ARAN et ARAS tiennent à une alliance avec le Plan B, pour peu que celui-ci clarifie sa position sur la sortie de l'UE (s'appuyant sur le fait qu'une partie du Plan B est plus à gauche qu'Ala-

autres forces impliquées dans le processus.

Parallèlement à ces discussions, Antarsya mène campagne contre la présidence grecque de l'UE. Le 8 janvier, la manifestation à laquelle elle appelait a été interdite et brutalement réprimée par la police. Le KKE et Syriza ont condamné cette interdiction, sans appeler à la manifestation, Tsipras boycottant la fête officielle d'inauguration. L'absence de la majorité de la gauche lors de cette échéance est d'autant plus regrettable qu'en 2003, la précédente présidence grecque avait suscité une campagne massive et unitaire.

Antarsya a été au cœur des mobilisations populaires depuis 2010, ce qui s'est traduit par une progression importante de ses tendances syndicales tant dans le public que le privé. Lors du dernier congrès de la fédération du public ADEDY, Antarsya a obtenu 2 représentants au comité exécutif (2 également pour le KKE, 3 pour Syriza). Dans l'union locale d'Athènes de la fédération du privé GSEE, la gauche détient 16 sièges sur 31 (dont 9 KKE, 4 Syriza, 2 Antarsya). Et la gauche anticapitaliste est désormais majoritaire dans la fédération des enseignants du second degré. Ces résultats sans précédent donnent à Antarsya des perspectives nouvelles pour peser sur les évolutions à venir.

Quelles que soient les avancées partielles et les difficultés rencontrées par les uns et les autres, la période qui vient sera faite à nouveau d'affrontements et de tests politiques, sans doute dans le contexte nouveau d'une gauche au pouvoir... et d'une Aube Dorée toujours bien vivante, second parti d'opposition. En dépit des arrestations de ses dirigeants suite à l'assassinat du rappeur Pavlos Fyssas, le parti fasciste réussit à maintenir ses pourcentages de 2012. Régulièrement sous-estimé dans les intentions de votes, certains sondages le placent devant la Nouvelle Démocratie aux prochaines élections. Élément qui devra être pris en compte par la gauche révolutionnaire dans la séquence à venir. □



Le congrès de Syriza de juillet 2013. DR.

groupe parlementaire. La Plateforme de gauche compte dans ses rangs huit des 71 députés de Syriza, dont deux de DEA. Enfin la conservation d'organisations séparées de la part des initiateurs du Réseau rouge pose un problème à moyen terme. Le compromis auquel la direction avait consenti au congrès consistait

le NAR (Nouveau courant de gauche, issu d'une ancienne scission du KKE) et le SEK (Parti socialiste des travailleurs, lié au SWP britannique). Non représentée au parlement, elle a obtenu 0,33 % des voix aux élections de juin 2012. Antarsya a lancé en juin 2013 un appel à une alliance pour les élections euro-

pras dans Syriza. Le discours du Plan B est centré sur la sortie de l'euro comme principal moyen de reconstruire l'appareil productif grec (via une drachme dévaluée) et l'annulation de la dette. Cette posture d'apparence plus radicale que celle de la direction de Syriza est à relativiser : ce monétarisme obsessionnel

De son côté, le NAR pense pouvoir conclure un accord en faisant adopter au Plan B l'essentiel du programme d'Antarsya. Enfin, les organisations trotskystes SEK et OKDE-Spartakos considèrent que les conditions d'une alliance ne sont pas réunies avec le Plan B, mais défendent l'alliance avec les

¹ Organisation reconstruction communiste (scission trotskyste du NAR, de moins de 100 personnes) ; EEK (Parti révolutionnaire des travailleurs, lié au PO argentin, une centaine de militants) ; OKDE - Lutte ouvrière (qui ne se joindra pas au processus de regroupement) ; Combat ouvrier (groupe en cours de constitution dans et hors le KKE) ; Club de théorie révolutionnaire ; Plan B.

² Ancien membre du KKE, président de Synaspismos de 2004 à 2007, et porte-parole de Syriza avant Alexis Tsipras, Alekos Alavanos a quitté la coalition en 2010 pour créer le Plan B.

APRÈS LES ÉLECTIONS AU CHILI

Vers un gouvernement social-libéral sous pression des luttes

PAR FRANCK GAUDICHAUD

La victoire électorale de la « socialiste » Michelle Bachelet, le 15 décembre 2013, a confirmé la tendance du premier tour des présidentielles, après quatre ans de gouvernement de Sébastien Piñera (droite néolibérale).

Face à Evelyn Matthei (droite, 37,8 % des voix), Michelle Bachelet sera donc la prochaine présidente avec plus de 62,2 % des voix. Cette nette victoire électorale valide les résultats des primaires et du premier tour, pour celle qui est annoncée depuis des mois comme la grande gagnante de ce cycle politique institutionnel.

BACHELET, LE RETOUR

Bachelet fut déjà présidente de la République entre 2005 et 2010 pour la Concertation, la coalition regroupant le Parti socialiste, de petites organisations sociales-libérales et les démocrates-chrétiens (DC), qui a dominé la vie politique pendant vingt ans (1990-2010) à la sortie de la dictature militaire (1973-1989). Cette même Concertation, dirigée par certains ex-militants de l'Unité populaire du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973) en alliance avec la DC (qui, elle, avait soutenu le coup d'Etat), a été un acteur central de la continuité du capitalisme néolibéral dans le pays. Un modèle d'accumulation installé grâce à la dictature par Pinochet et ses sbires, et ensuite perfectionné en « démocratie ». Une « démocratie » qui ne respecte même pas le minimum des canons de la représentation libérale, puisque la Constitution autoritaire de 1980 est toujours en place, réformée – et légitimée – par le socialiste Ricardo Lagos en 2005.

De retour de New York, après avoir dirigé le programme « femmes » de l'ONU, Bachelet a néanmoins réussi à préserver sa popularité, incarnant une figure maternelle, consensuelle... et infantilissante, cherchant aussi à effacer la mémoire des nombreuses répressions – contre le peuple mapuche en particulier – de son gouvernement. Fille d'un général mort des suites de la torture, elle-même victime de la dictature, elle a su jouer en permanence sur les ambiguïtés de son programme, présenté comme réformiste progressiste et à la fois clairement néolibéral sur le plan économique. Elle a aussi bénéficié d'une immense machinerie de marketing communicationnel, d'une équipe de campagne de 500 personnes et du soutien financier d'une partie du patronat : lors du premier tour, certains

grands patrons n'avaient pas hésité à apporter leur soutien à l'ex-présidente, dont Jorge Awad, président de l'association des banques chiliennes. Globalement, l'apport des grandes entreprises à la campagne de la pédiatre socialiste a représenté le triple des sommes allouées à la candidate de droite, Evelyn Matthei...

ABSTENTION ET CRISE DU SYSTÈME POLITIQUE

Mais le véritable fait marquant de cette élection est surtout l'abstention. Il s'agit des sixièmes élections présidentielles depuis la fin de la dictature en 1989, mais des premières qui se déroulaient sur la base du vote volontaire (avec inscription automatique sur les listes) : suite à une réforme du système électoral, les électeurs ne sont plus obligés d'aller voter sous peine d'amende (comme c'est le cas dans plusieurs pays d'Amérique latine). Déjà, les élections municipales de 2012 s'étaient déroulées suivant ces nouvelles règles et l'abstention avait atteint 60 %, donnant des sueurs froides aux politiciens.

Lors du premier tour de ces présidentielles, et malgré la présence de pas moins de neuf candidats, moins de la moitié des 13 millions d'électeurs se sont déplacés pour exprimer leur préférence. Au terme de la journée électorale du 15 décembre, Bachelet triomphe, certes, mais avec 255 000 voix de moins que lors de son premier mandat. Seulement 41 % des électeurs se sont déplacés aux urnes, le chiffre le plus bas de l'ère post-dictature. Une donnée à laquelle il faudrait ajouter l'exclusion du droit de vote de plus de 850 000 Chiliens vivants à l'étranger, héritage du régime militaire (1973-1989). La majorité des classes populaires ne se sent pas représentée par ces politiciens. Mais si certains secteurs militants radicaux ont appelé consciemment à la « grève électorale », c'est surtout l'apathie, le consumérisme et le désenchantement qui dominent encore, dans une so-

ciété marquée par l'atomisation néolibérale. Néanmoins, le système de « transition



Meeting de Bachelet pendant la campagne électorale. DR.

ciété », mis en place par les classes dominantes depuis 1990, semble arriver à bout de souffle : pour la bourgeoisie, cette crise de légitimité pourrait se transformer en crise d'hégémonie, sans l'organisation de contre-feux et certaines réformes partielles. Dans un contexte où les années 2011 et 2012 ont été marquées par de grandes luttes sociales, la figure de Bachelet est avant tout celle de changements limités, dans le cadre du système en place, avec pour but de canaliser les mouvements sociaux et éviter toute radicalisation politique. C'est d'ailleurs ainsi que le journal conservateur *El Mercurio* envisageait la victoire de la présidente au lendemain des élections.

INTÉGRATION DES COMMUNISTES ET PROGRAMME SOCIAL-LIBÉRAL

Alors que la droite était au pouvoir depuis 2010, la campagne de Matthei a été un large fiasco. Le bilan de Piñera était décrié jusque par ses propres partisans.

Après plusieurs erreurs de casting dans la sélection des candidats, c'est finalement cette ex-ministre du travail, fille d'un général de la dictature, qui a été sous le feu des projecteurs. Candidate médiocre sur le plan oratoire, déployant un discours catholique ultraconservateur

par Luis Emilio Recabarren, redore ainsi le blason délavé de la Concertation, au nom de la formation de « grandes majorités de réforme »... provoquant au passage malaise et mécontentement de nombreux militants à la base. Cerise sur le gâteau, la CUT (Centrale unique des travailleurs), dirigée par Barbara Figueroa (membre du comité central du PC) a aussi appelé à voter pour Bachelet, qui n'en demandait pas tant, rompant ainsi toute illusion d'autonomie de la centrale syndicale.

Les principales promesses de campagne de la nouvelle présidente ont cherché à répondre en partie aux mouvements sociaux, preuve de leur impact malgré le manque de débouchés politiques. Les « 50 réformes en 100 jours » promises par Bachelet sont d'autant plus possibles que la coalition est majoritaire au parlement, avec 21 sénateurs sur 38 et 68 députés sur 120. Des réformes oui, mais sans remettre en cause les grands équilibres du système de domination. Tout d'abord, la promesse d'une réforme constitutionnelle « participative, démocratique et institutionnelle », avec la volonté de trouver un accord au parlement avec la droite (afin d'obtenir le quorum des deux tiers), et donc fermant la porte à une véritable assemblée constituante populaire, comme le demandent nombre de collectifs. Ensuite, une promesse de réforme fiscale équivalente à 3 % du PIB, destinée à augmenter – très modérément – les impôts sur les énormes bénéfices des principales sociétés du pays. Et, enfin, une réforme de l'éducation qui répondra en partie aux grandes mobilisations de la jeunesse de 2011-2012, avec la mise en place sur six ans « d'un système éducatif public, gratuit et de qualité ». Alors que nombre de responsables de la Concertation profitent de ce juteux négoce, il est permis de douter de la portée de telles déclarations, puisque l'idée est de subventionner le système en place, pas d'en finir avec l'hégémonie des universités privées et avec le système des collèges particuliers subventionnés.

UN GOUVERNEMENT SOUS PRESSION DES LUTTES

Le Chili vit encore dramatiquement les conséquences de la dictature et l'absence d'un outil politique anticapitaliste large,

indépendant, capable de proposer une alternative radicale au néolibéralisme, alors que ce qu'il reste de la gauche révolutionnaire est souvent enfermé dans des luttes intestines et une grande fragmentation. Sur les neuf candidats du premier tour, deux ont tout de même tenté de mettre en avant un discours distinct : anti-néolibéral avec Marcel Claude, économiste présenté par le Parti humaniste, soutenu par plusieurs petits collectifs issus de l'extrême gauche (dont *Libres del Sur* ou *l'Union nationale étudiante*) ; populaire et radical avec Roxana Miranda, du Parti Égalité, organisation ancrée dans les quartiers pauvres. Cependant, leurs faibles résultats (2,8 % et 1,2 %) ne permettent à aucune de ces deux forces de reprendre l'initiative à court terme pour commencer à regrouper plus largement, alors que de nombreux travailleurs, étudiants, habitants des quartiers pauvres restent orphelins d'une organisation qui pourrait leur être utile dans leurs luttes au quotidien.

Pourtant, la conjoncture dans les mois qui viennent pourrait être agitée pour Bachelet. Les années précédentes ont été celles de grandes luttes : mobilisations de masse des étudiants, grèves des salariés de plusieurs secteurs (dont les ports et les travailleurs du cuivre), luttes écologistes et régionalistes. A 40 ans du coup d'Etat, il y a bien un réveil de celles et ceux « d'en bas ». Le jour du premier tour, des jeunes de l'Assemblée coordonnatrice des étudiants secondaires (Aces) ont occupé le siège de campagne de Bachelet, en affirmant : « *Aujourd'hui, l'ancienne Concertation se déguise en Nouvelle Majorité, et a repris nos revendications en les intégrant à un programme dont nous savons qu'il ne les appliquera pas, les déformant et les transformant en propositions pour la classe patronale et les éloignant de leur origine : le mouvement social.* » Et de conclure : « *Nous travaillerons inlassablement pour l'articulation transversale des luttes d'aujourd'hui et de demain.* » □

Résistances et luttes populaires dans la ville capitaliste

PAR UGO PALHETA

La prise en compte de la notion d'espace, et dans ce cadre des transformations en cours au sein des villes et agglomérations, sous le coup de l'offensive de la classe dominante, est indispensable à l'élaboration d'une stratégie et de politiques anticapitalistes...

Lorsqu'on décrit d'un point de vue critique les rapports capital/travail, les inégalités socioéconomiques ou encore la destruction de la planète, on a parfois tendance à réduire l'espace à un simple décor. Or, traduisant la manière dont une société est structurée et hiérarchisée, l'espace se déploie selon des logiques politiques et propres à chaque pays, qui dépendent notamment de la place de celui-ci dans la division internationale du travail et de son histoire spécifique (rapports de classe, rôle de l'Etat, stratégies des entreprises, etc.). Il est donc nécessaire de proposer une analyse et des propositions anticapitalistes sur ce qui constitue une ligne de front décisive de la lutte des classes.

LA VILLE, UN ENJEU POLITIQUE

Produits de l'histoire, les territoires nationaux se transforment au gré des dynamiques d'accumulation du capital et des crises capitalistes, mais aussi en fonction des luttes de classe et des rapports de forces qui en découlent. Les hiérarchies et inégalités sociales s'inscrivent dans ces espaces, sous des formes qui varient d'une société à une autre : aux quartiers ouvriers des banlieues françaises répondent ainsi les ghettos noirs des centres-villes états-uniens ou les favelas brésiliennes. La production, l'aménagement et le contrôle de la ville constituent donc autant d'enjeux politiques de premier plan et le support possible de mobilisations pouvant fédérer largement les classes populaires. C'est pourquoi les anticapitalistes se doivent de prendre au sérieux la ques-

tion urbaine en cherchant à comprendre comment le capitalisme façonne la ville à son image, par le biais notamment des investissements privés et de pouvoirs publics qui se vouent à la valorisation du capital, mais également comment des luttes peuvent émerger de l'aspiration à une réappropriation de l'espace : contre l'augmentation des loyers et la disparition de logements abordables dans les centres-villes, pour la construction de logements sociaux vraiment destinés aux classes populaires, contre les violences policières et les discriminations racistes dans l'accès au logement, contre l'implantation d'un immobilier de bureaux, de commerces et services pour riches ou de lieux culturels uniquement destinés à la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Saisir la nature et la portée de ces luttes, pour chercher à les stimuler ou s'y insérer, est d'autant plus crucial qu'elles parsèment l'histoire récente des mobilisations au niveau international (Brésil, Turquie, etc.) et français (révoltes des quartiers populaires en 2005), évidemment en lien avec des combats plus généraux contre les politiques néolibérales, l'arbitraire étatique ou l'exclusion sociale. Mais l'histoire longue du capitalisme nous donne d'autres exemples : pensons notamment à ce formidable élan populaire que fut la Commune de Paris, que l'on peut interpréter, non pas seulement comme un conflit opposant travailleurs et bourgeois, mais comme une tentative du peuple parisien de reprendre le contrôle d'une ville dont Napoléon III et le baron Haussmann l'avaient en partie dépossédé¹.

QUAND LE CAPITAL FAÇONNE L'ESPACE

Les décisions d'investissement des entreprises privées constituent une force décisive de transformation de l'espace mondial et des espaces nationaux, d'une manière de plus en plus effrénée à mesure que s'accroît l'emprise du capital partout dans le monde.

Les entreprises ont évidemment toujours tenu compte des inégalités de rentabilité entre espaces nationaux, qu'elles soient liées à des différences géophysiques ou à des facteurs politiques (législations sociales, qualifica-

tion de la main-d'œuvre, etc.). Mais la mondialisation néolibérale a permis aux multinationales, banques, fonds d'investissement, etc., de redéployer de plus en plus rapidement leurs capitaux ou de faire jouer la concurrence entre territoires – au sein d'un même pays ou entre pays – pour obtenir des avantages de la part des pouvoirs publics (aides directes ou indirectes, législations favorables, aménagements de l'espace, etc.). D'où une accélération sans précédent des transformations urbaines à l'échelle mondiale depuis une trentaine d'années, dont les prolétaires pâtissent aussi bien au Nord qu'au Sud. Avec la désertification industrielle dans les pays occidentaux, observable du Michigan états-unien aux Midlands anglais en passant par la Lorraine sidérurgique ou la banlieue-nord parisienne (entre autres exemples), des territoires entiers se trouvent ainsi brutalement dévalués. En conséquence, les populations se voient soumises à des temps et des dépenses de transport croissants, ou sont contraintes de quitter leurs lieux de vie pour aller là où eux et leurs enfants pourront espérer trouver un boulot, presque toujours plus précaire que les emplois supprimés dans leur région d'origine.

Dans les pays pauvres, on observe durant cette même période de déchaînement néolibéral une explosion de la population vivant dans des bidonvilles (voire la constitution de méga-bidonvilles comme à Mexico, Caracas ou Bogota, qui rassemblent à eux seuls des millions d'individus)². Concentrant dans le monde entier environ un milliard d'êtres humains, qui fuient la misère des campagnes et sont condamnés dans les villes au travail informel et précaire, ces bidonvilles sont désormais une composante cruciale du développement urbain, et un symptôme parmi tant d'autres de l'injustice radicale, mais aussi de l'irrationalité complète, du capitalisme. Il faut ajouter à cela l'aberration écologique qu'induit ce mode d'urbanisation capitaliste, qui contribue largement au basculement climatique.

Plus généralement, le capitalisme produit un espace à son image : soumis aux

exigences du capital, marchandes et productivistes, mais aussi hiérarchisé et ségrégué. Si le capital homogénéise bien le monde en imposant le règne de la marchandise et les diktats du profit, il différencie les territoires pour mieux répondre aux besoins d'accumulation tout en entretenant un tri social et racial des populations. Ce « développement géographique inégal », comme le nomme le géographe marxiste David Harvey³, n'est donc pas l'effet d'un malheureux hasard ou une survivance vouée à disparaître avec le retour de la croissance (d'ailleurs fort improbable), mais une conséquence même du système capitaliste.

LES CLASSES POPULAIRES CHASSÉES DES CENTRES-VILLES

Un peu partout, mais particulièrement dans les villes qui constituent les centres de commandement du capitalisme mondialisé (New York, Londres, Tokyo, Paris, etc.), les classes populaires sont chassées des centres-villes, plus ou moins brutalement selon l'état des rapports de force. Ce processus dit de « gentrification » se fait non seulement au profit des entreprises privées, instal-

lant les bureaux de leurs cadres dirigeants, implantant des boutiques de luxe ou spéculant sur les valeurs immobilières, mais aussi des ménages riches, qui profitent d'immeubles de standing et d'un environnement urbain convoité (écoles réputées, services de santé à proximité, musées prestigieux, mobilier urbain de qualité, etc.).

Ce processus n'est ni le produit d'une malédiction contre laquelle on ne pourrait rien, ni l'effet d'un complot fomenté par quelques-uns, mais découle d'une des caractéristiques essentielles du capitalisme. Parce qu'il doit sans cesse trouver de nouveaux terrains d'accumulation afin de favoriser l'enrichissement maximal d'une minorité, le régime capitaliste conduit en effet à transformer toute chose en marchandise, en pratiquant au besoin la spéculation la plus sordide sur des biens pourtant absolument vitaux pour les populations. Le logement ne fait évidemment pas exception et cela n'a rien de nouveau. Il suffit pour s'en convaincre de citer longuement Engels qui, dès 1872, décrivait un mécanisme qui continue (et continuera) à produire ses effets désastreux tant qu'une rupture ne sera pas opérée avec

le capitalisme :

« L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle, croissant parfois dans d'énormes proportions. Les constructions qui y sont édifiées, au lieu de rehausser cette valeur, l'abaissent plutôt, parce qu'elles ne répondent plus aux conditions nouvelles ; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre et dont le loyer, même dans les maisons surpeuplées, ne peut jamais ou du moins qu'avec une extrême lenteur, dépasser un certain maximum. On les démolit et à leur place on construit des boutiques, de grands magasins, des bâtiments publics. (...) Il en résulte que les travailleurs sont refoulés du centre des villes vers la périphérie, que les logements ouvriers, et d'une façon générale les petits appartements deviennent rares et chers et que souvent même ils sont introuvables ; car dans ces conditions, l'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira jamais qu'exceptionnellement des logements ouvriers »⁴.

Ce qui était vrai dès le milieu du 19^{ème}



JMB

Crise du logement : l'exemple parisien

PAR YANN CÉZARD

La crise du logement en France est catastrophique. On compte 3,6 millions de mal-logés (+ 50 % depuis 2001). Les loyers et les prix de l'immobilier n'ont cessé de grimper (+ 29 % en moyenne en dix ans). C'est sans doute dans la capitale que cette situation atteint son paroxysme.

A Paris, les loyers du parc locatif privé ont atteint une moyenne de 23,2 euros le m² en février 2013. On y paye désormais son 40 m² plus de 1000 euros par mois, hors charges locatives, même dans les quartiers les moins chics. Depuis 2000, les loyers parisiens ont plus que doublé. A comparer avec l'augmentation du pouvoir d'achat du Smic sur la même période : environ + 15 %...

Les classes populaires sont ainsi chassées de Paris, contraintes de partir en banlieue de plus en plus lointaine (en subissant des temps et des conditions de transports épuisants), à moins d'accepter de vivre dans des mini-logements. Les 20 % les moins riches doivent consacrer 40 % de leurs revenus au logement. Et le logement social ? Il est dramatiquement insuffisant au regard des besoins. Il y a aujourd'hui 126 000 demandeurs en attente d'un logement social à Paris. Dix ans d'attente en moyenne.

Les causes de cette crise tiennent toutes à des mécanismes inhérents au capitalisme. Mais les « responsables » politiques bien-pensants préfèrent ne pas prononcer le mot, et plutôt invoquer une sorte de fatalité : il serait bien naturel de payer de plus en plus cher le centre si désiré ou les quartiers les plus chics, surtout si le foncier vient à manquer. Ce qui est rare n'est-il pas précieux ? L'idéologie libérale a d'ailleurs une solution simple à la crise du logement : l'envolée des prix liée à l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande va justement booster l'investissement immobilier... et finir par faire baisser les prix. Magie autorégulatrice du marché ! La réalité montre bien sûr l'inverse depuis des décennies : flambée des loyers et des prix, pénurie croissante des logements. C'est une conséquence inévitable du marché capitaliste du logement, avec ses opérations de spéculation immobilière et la liberté des prix. Le lo-

gement, bien de première nécessité, est une marchandise livrée à la spéculation et à la loi du profit. Cette contradiction joue encore plus à fond depuis la deuxième moitié des années 1980 : les prix sont dérégulés alors que la production de logements sociaux a beaucoup baissé. La pénurie n'a donc rien de naturel mais est entretenue par les mécanismes de marché, et n'est pas compensée par les pouvoirs publics.

Du coup, il y a bien une bulle de l'immobilier capitaliste : les prix ascendants assurent une rente aux promoteurs immobiliers (et à tout le système financier, largement impliqué dans ce secteur), et poussent ceux qui le peuvent à devenir propriétaires de leur logement, souvent au prix de lourds sacrifices, ce qui les rend d'ailleurs intéressés eux-mêmes à la hausse continue des prix... Les mécanismes du capitalisme poussent donc particulièrement à la hausse d'un bien comme l'immobilier, actif financier juvénile et durable, alors même qu'il est, aussi, le bien de première nécessité par excellence pour les classes populaires. Un fait montre bien à quel point la crise du logement est la conséquence des logiques du marché et du profit. La « pénurie de foncier » à Paris n'a pas empêché les capitalistes de l'immobilier, les banques et les promoteurs, de créer une véritable bulle de l'immeuble de bureau : rien qu'à Paris, il y a 1,6 million de m² de bureaux vides. Cette dernière décennie, le système capitaliste a accouché d'une surproduction de bureaux et d'une pénurie de logements.

Et que dire de cette absurdité, propre au fonctionnement du capitalisme ? Il y aurait 137 000 logements vides rien qu'à Paris. C'est beaucoup plus que le nombre des sans-abris. Et très souvent ces logements appartiennent à des banques ou sociétés d'assurance qui spéculent sur les prix de l'immobilier et pratiquent la vente à la découpe aux dépens de locataires en place.

QUE DIT LA DROITE ? QU'A FAIT LA « GAUCHE » ?

Pour la droite, les choses sont simples : il faut laisser faire le marché. Tant pis pour les pauvres... A Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet a beau vouloir se donner des airs de bourgeoise cool, elle s'enrichit dans l'ultra-libéralisme le plus réac. Pour elle, le problème de Paris, c'est que l'on en chasse les « classes moyennes » (ce qui veut dire dans son langage les cadres supérieurs). Elles seraient prises en étau entre les riches, qui peuvent tout s'acheter, et les pauvres qui auraient « droit » à toutes les allocations sociales et au logement social. Sans complexe, la candidate UMP a donc annoncé à la fois une baisse massive des impôts, grâce à la magie d'une baisse drastique des dépenses de la ville de Paris de 1 milliard (sur 8 milliards de budget !), ce qui signifierait une diminution considérable des constructions de logements sociaux, et une politique pour favoriser les « classes moyennes » en leur réservant une partie plus importante des logements sociaux et en relevant les plafonds d'accès (pourtant déjà à plus de 5000 euros de revenu net mensuel pour un couple avec enfants).

Comme on sait, la gauche « de gouvernement » n'est pas si cynique, elle a même des pensées philanthropiques, parfois. Il faut donc tout de même « agir »... mais sans fâcher les capitalistes et les propriétaires. En 2001, Delanoë avait mené campagne pour une « ville partagée », « pour toutes et tous », les riches et les pauvres, donc. Mais que faire quand les loyers flambent ?

L'équipe socialiste se réfugiait derrière le prétexte que c'est l'Etat qui pouvait encadrer les loyers, et Delanoë s'enhardit même, en 2007, à conseiller à l'ex-future présidente de la République Ségolène Royal de bloquer les loyers autour de 16 euros le m² (contre une moyenne de 23, donc, en 2014...). Mais les voilà maintenant au pouvoir (d'Etat), les socialistes. Et le candidat Hollande n'a-t-il pas promis une loi pour « encadrer les loyers » ? N'en a-t-il pas confié le soin à une députée parisienne, ministre « écologiste » du logement ? Voici donc la loi Duflot, qui au mieux ne sert à rien.

ce système inhumain.

En France comme ailleurs, il importe donc de marteler que les conditions d'existence, de travail et d'épanouissement de l'immense majorité doivent primer sur les profits d'une extrême minorité. Notre droit à la ville, pas leurs profits ! Voilà l'exigence fondamentale et le cri de ralliement que les anticapitalistes pourraient contribuer à populariser auprès de tous ceux que la spéculation immobilière, l'augmentation des loyers, la « rénovation urbaine », etc., tendent à déposséder des villes. Mais cela suppose de ne pas s'en tenir à un idéal de « mixité sociale », miroir aux alouettes qui entérine les inégalités et masque les processus en cours de gentrification. Par « droit à la ville », il faut ainsi entendre le droit collectif de celles et

ceux qui habitent la ville et/ou qui la font exister au quotidien, par leur travail mais aussi par toutes les activités non-marchandes qui s'inscrivent dans un territoire (services publics, associations, syndicats, collectifs d'artistes, etc.), de contrôler réellement ce qui s'y construit, ce qui s'y produit et ce qui s'y fait. □

1 Sur ce point, voir David Harvey, « Paris, capitale de la modernité », Paris, Les prairies ordinaires, 2012.

2 Mike Davis, « Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global », Paris, La Découverte, 2006.

3 David Harvey, « Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique », Paris, Syllepse, 2010.

4 Voir : Friedrich Engels, « La question du logement », <http://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm>

Les profits et surprofits du secteur capitaliste de l'immobilier PAR YANN CÉZARD

Que pèse exactement ce secteur dans l'économie française ? Plus précisément (et indépendamment du BTP), la location de logements ou de locaux à usage professionnel, ainsi que les activités d'intermédiation sur le marché immobilier (marchands de biens, agences immobilières) et celles des gestionnaires de biens ?

Selon le collectif d'auteurs du livre *En finir d'urgence avec le logement cher*, la masse de leurs profits s'est élevée à 65 milliards d'euros en 2009 (dernières données auxquelles ils ont pu accéder). En constante augmentation depuis trente ans ! Elle est passée de 1,7 % du PIB en 1978 à 3,4 % en 2009. Surtout, la croissance de ces profits a augmenté bien plus que le PIB, et même que la masse totale des profits de l'ensemble de l'économie. Dans la décennie 2000, notamment : + 14 % pour le PIB, + 17 % pour le total des profits, + 60 % pour les profits immobiliers (tout cela à euros constants).

Dans cette période, les profits des sociétés immobilières (Bouygues immobilier, BNP Paribas immobilier, Nexity, Altea-Cogedim...) se sont même carrément envolés : + 90 %.

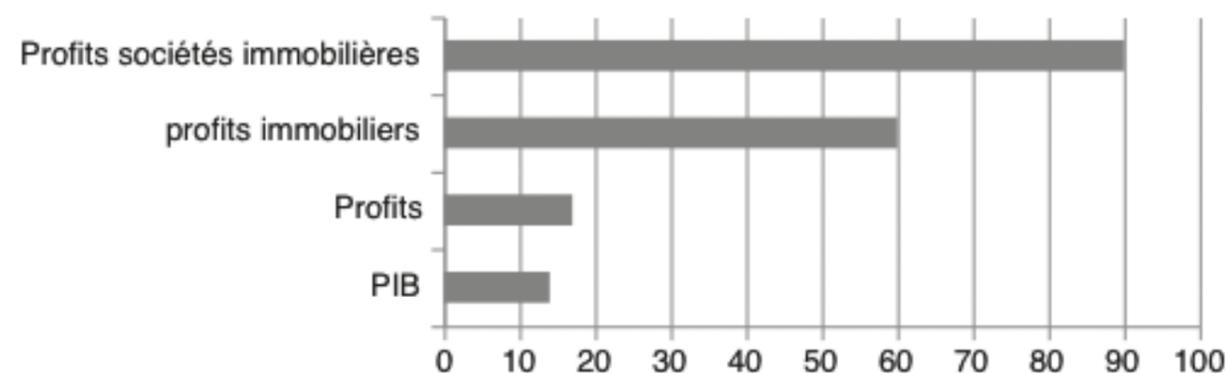
C'est que le secteur de l'immobilier est de plus en plus dominé par des entreprises (par opposition aux particuliers), et de plus en plus concentré entre les mains de quelques grandes sociétés (64 % des profits en 2009 contre 40 % en 1978). Le total des profits des sociétés immobilières a été multiplié par quatre en trente ans (par trois pour les particuliers bailleurs). Ce secteur est donc éminemment profitable, grâce à la flambée des prix et aux effets de pénurie (organisée) et de rente. On peut ainsi estimer à environ 35 milliards d'euros les surprofits du secteur, par rapport au niveau que ses profits auraient atteint s'ils avaient suivi la même pente que ceux du reste de l'économie. Pour les auteurs, « sur l'ensemble des trente dernières années, la ponction a été en moyenne de 1 % du PIB (1,4 % en 2009). C'est la rançon perçue par les propriétaires et les intermédiaires de l'immobilier et c'est aussi le coût de la spéculation supportée par les ménages ».

Et ce n'est pas fini. Malgré la crise, les profits continuent de croître.

Et si on réquisitionnait ? □

1 Fondation Copernic/Droit Au Logement, *En Finir avec le logement cher*, Syllepse, « Notes de la Fondation Copernic », 2013.

La progression des profits de l'immobilier dans la décennie 2000 en % (source : En finir d'urgence...)





Pschitt (voir dans cette édition l'article d'Isabelle Foucher, page 7).

Reste la politique du logement social. La construction de logements sociaux a été effectivement amplifiée à Paris après sa conquête par les socialistes, en 2001. Sous la droite, au début des années 1990, on en construisait 2000 par an, pour tomber à 600 en 1998. Sous la gauche (2001-2013), on est passé de 3500 en 2003 à un rythme de croisière de 6 à 7000 en 2010-2013. Soit 70 000 nouveaux logements sociaux en tout. Leur part est passée de 13,4 % à près de 20 %. La municipalité gauche plurielle a donc utilisé les ressources considérables de la ville la plus riche de France pour construire davantage de logements sociaux, désormais seule possibilité pour beaucoup de rester vivre à Paris.

L'EAU NE CESSE DE MONTER, LA GAUCHE (AU MIEUX) ÉCOPE...

Sauf qu'entre-temps, sous les deux mandats de Delanoë, les loyers du privé connaissaient la flambée la plus vive, une multiplication par deux ! Ces nouveaux logements sociaux n'ont donc ab-

solument pas compensé la disparition bien plus importante de logements accessibles aux classes populaires, engendrée à la fois par la destruction de centaines de milliers de logements vétustes et par la mécanique infernale des loyers fous.

Sans compter que tous les logements sociaux ne sont pas construits pour les classes populaires. 25 % des logements sociaux ont été agréés en « PLS » (le logement social pour les « classes moyennes », avec un plafond de ressources de 5660 euros/mois pour un ménage avec deux enfants), alors que cette catégorie de particuliers entrant dans ces conditions de ressources représente 5 % des demandeurs de logement social. Le choix assumé par Delanoë, de laisser une large place aux « classes moyennes » au nom de la « mixité sociale », a contribué à limiter l'accès au logement social de nombreux ouvriers, employés, chômeurs. A commencer par les agents de la ville de Paris eux-mêmes, puisque les deux tiers d'entre eux n'habitent pas Paris, trop chère pour eux !

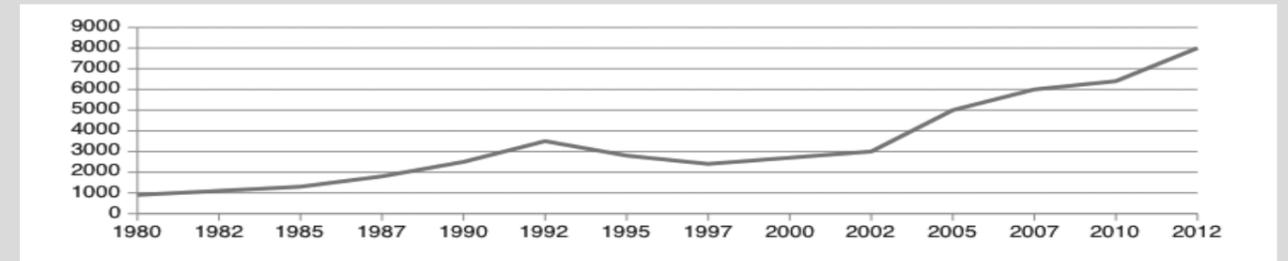
La municipalité socialiste (et PCF et EELV) a donc surtout « écopé » face à la disparition du logement populaire à Pa-

ris. En douze ans de pouvoir, ils n'ont pas gouverné Paris en rompant réellement avec la politique de la droite. Ils n'ont pas amélioré en profondeur la vie des ouvriers, des employés, des retraités, aux petits revenus, des chômeurs, ne se sont pas opposés à l'embourgeoisement de la capitale, mais au mieux l'ont accompagnée, au pire amplifiée et co-organisée.

Au regard de la dominante de ces douze années de gestion municipale, le bilan social dont se targuent le PS, le PCF et EELV pèse peu, et ne pouvait même qu'engendrer des effets pervers. La mairie, en embellissant et en dotant en nouveaux équipements (culturels, sportifs, crèches etc.) les arrondissements les plus populaires de l'est parisien, délaissés par la droite, a contribué à faire monter encore les loyers et les prix de l'immobilier dans ces quartiers, et à en expulser les pauvres censés en bénéficier. Misère de l'accompagnement social du capitalisme...

L'abdication des socialistes (et d'EELV) sur cette question dramatique du logement s'explique par leur incapacité à remettre en cause les intérêts et les logiques mêmes du capitalisme, et par

Prix moyen du m² des appartements anciens à Paris (euros constants). Source Chambre des notaires.



une solidarité fondamentale avec tous ceux qui ont un patrimoine. Car le logement, comme actif rentable, au prix élevé promettant de belles plus-values, comme placement sûr, est un enjeu central non seulement pour le 1 % de la population que représenterait à la rigueur la classe capitaliste, mais aussi pour peut-être 10 ou 15 % de la population d'un pays comme la France, qui complètent leurs revenus d'activité par les revenus de leur patrimoine. Revenus qui ont bien mieux prospéré ces trois dernières décennies que ceux du travail. Cette évolution ne les a donc pas trop gênés : elle enrichit les propriétaires et confirme Paris comme métropole mondiale de la finance, du luxe et du tourisme, objectif fondamental partagé aussi bien par l'UMP que par le PS.

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE POUR LE LOGEMENT

C'est donc bien la logique du marché et du profit privé qui est en cause. Voilà pourquoi le NPA défend des mesures qui ont toutes un point commun : elles impliquent de sortir le logement de la logique capitaliste.

La baisse massive et le blocage des loyers (dont les charges locatives).

La réquisition des logements vides et la conversion des bureaux vides en logements.

Des mesures d'urgence sont nécessaires pour les situations les plus dramatiques. Nous sommes solidaires des revendications de ceux qui luttent depuis longtemps pour cela, le Droit Au Logement, la plateforme des associations pour le logement :

Il faut interdire les expulsions locatives.

Il faut annuler les dettes locatives des personnes et familles frappées par le chômage.

Il faut réquisitionner les logements vides, et convertir les bureaux inutilisés en logements, pour y installer les personnes à la rue ou dans des taudis. Une

loi de réquisition existe déjà : elle a été adoptée en 1945, à la fin de la guerre. Il faut déclarer la guerre à la misère et appliquer enfin la loi.

Il faut rénover les logements, pour diminuer la facture énergétique et les charges des locataires.

La construction massive de logements sociaux. De qualité, car les vastes barres de « cages à lapins » ne peut être l'idéal urbaniste « toujours bien bon pour les pauvres ». Il faut construire prioritairement des HLM réellement sociaux (les logements « PLUS » et « PLAI »), et pas des HLM réservés aux revenus « moyens », comme les mairies le font de plus en plus souvent, pour chasser encore plus de « pauvres » de Paris.

Ces mesures ne respectent pas la propriété privée, celle des riches possédants, des banques, des spéculateurs. Construire massivement des logements sociaux, cela suppose des financements prioritaires de l'Etat en prenant l'argent là où il est, dans les poches des capitalistes. Réquisitionner les logements et bloquer les loyers, c'est s'attaquer à leurs propriétés et à leurs revenus. Ils hurleront bien sûr à la spoliation. Les banquiers et spéculateurs se réfugieront comme d'habitude derrière les « petits » (propriétaires-habitants) pour défendre les intérêts des gros (bailleurs).

Mais il est temps de sonner la fin de la fête pour les banques et les capitalistes en tout genre qui se chargent de nous « loger » en spéculant, en organisant la pénurie de logements, en vendant à la découpe, en faisant flamber les loyers, en encaissant l'argent des locataires (et même l'APL qui va parfois avec !) sans rénover, et sans construire les immeubles nécessaires. En dix ans les profits locatifs empochés par les banques, les groupes financiers, les multipropriétaires d'appartements, ont augmenté de 73 %. Ça suffit !

LA QUESTION DÉMOCRATIQUE

On sait à quel point les attributions de

logements sociaux peuvent être opaques et arbitraires. Elles restent des instruments de clientélisme électoral (voire de franche discrimination et de tri social et racial) pour certaines équipes municipales. Comme viennent encore de nous le rappeler les récents scandales de Frigide Barjot, occupant un logement social en duplex de 170 m² dans le 7^{ème} arrondissement, à des prix trois à quatre fois inférieurs à ceux du marché, ou des conseillers municipaux et adjoints-adjoints-maire ayant visiblement bénéficié de coupe-file pour occuper des logements sociaux.

Il faut obliger les mairies des arrondissements parisiens et des mairies de la petite couronne les plus riches à construire autant d'HLM qu'en Seine-Saint-Denis. Les ghettos de riches à Neuilly et dans le 16^{ème}, ça suffit ! Il faut rendre complètement transparentes et démocratiques toutes les procédures d'attribution des HLM. Elles doivent être contrôlables par les citoyens et les associations d'aide aux mal-logés.

Et comment d'ailleurs assurer une véritable défense des intérêts des locataires, sans un bond en avant de leur organisation en syndicats, dotés de réels pouvoirs ? Comment savoir combien il y a de logements vides, de bureaux inutilisés, où ? La moindre des choses, ce serait déjà d'imposer la publication des propriétés immobilières de tous les groupes capitalistes, en toute transparence. Une politique anticapitaliste suppose une percée démocratique, à partir de luttes de plus en plus massives et radicales pour le droit à se loger et à vivre décemment dans sa ville. □

Banderoles du DAL, le 30 novembre 2013 à Paris. Photothèque rouge/JMB.



LA VILLE ÉCOLOGIQUE

La ville peut-elle être écologique ? Soumise au capitalisme, certainement pas.

Aujourd'hui plus de 50 % de la population mondiale vit en ville (65 % en 2050). L'augmentation du trafic automobile engendre une pollution atmosphérique et sonore. Bâtiments et véhicules nécessitent des carburants fossiles produisant des gaz à effet de serre, tandis que l'éloignement des habitations des zones d'activités crée un engorgement du trafic. L'urbanisation capitaliste se traduit ainsi tout à la fois par des conditions de vie dégradées pour une grande partie de l'humanité, et une aggravation du réchauffement climatique et du gaspillage des ressources naturelles.

Mais au lieu de relier ces phénomènes au système de production et de consommation capitaliste, les pouvoirs publics oscillent entre le cynisme et les beaux discours sur un « capitalisme vert ». Belle aubaine pour les grands groupes en perpétuelle recherche de profits, toujours prêts à investir là où ça rapporte

gros, s'emparant des concepts de « villes écologiques » et « intelligentes ». IBM, Bouygues, Suez, Philips, Siemens, Microsoft mettant la main sur la gestion de l'eau, les transports, les technologies du bâtiment.

Si des initiatives locales de plus en plus nombreuses sont parfois à saluer car elles constituent un réservoir de solutions dans lesquelles il faudra puiser, elles ne peuvent à elles seules être la réponse adaptée à la globalité et l'importance de la crise écologique. Il faut libérer la gestion des ressources, des déchets, des transports, de l'occupation des sols, de l'emprise des grandes entreprises capitalistes ; planifier et décider la production de biens en fonction des besoins sociaux. Seule l'organisation autogestionnaire de toute la population, décidant de quoi produire, comment et pour quoi, pourra résoudre ces problèmes. D'où l'intérêt du témoignage suivant de Michael Löwy sur le mouvement pour le transport gratuit au Brésil.

MOVIMENTO PASSE LIVRE

La lutte pour les transports gratuits au Brésil

PAR MICHAEL LÖWY

C'est la lutte du Movimento Passe Livre (MPL) – Mouvement pour les transports publics gratuits – contre l'augmentation du prix des tickets de transports qui a déclenché la vaste et impressionnante mobilisation populaire au Brésil en juin dernier, qui a mis dans la rue des centaines de milliers, sinon des millions, de personnes dans les principales villes du pays. Quelles leçons peut-on tirer de cette expérience et quelle est la portée sociale, écologique et politique de la lutte pour le transport gratuit ?

ORIGINES ET MÉTHODES DU RÉSEAU

Le MPL a été fondé en janvier 2005, à l'occasion du Forum social mondial à Porto Alegre, comme un réseau fédératif de collectifs locaux. Ces collectifs existaient depuis plusieurs années et avaient déjà mené des luttes importantes, comme celle de Salvador da Bahia en 2003, contre une élévation du prix des tickets d'autobus.

La Charte de principes du MPL (revue et complétée en 2007 et 2013) le définit comme « un mouvement horizontal, autonome, indépendant, non-partisan mais pas anti-partis ». L'autonomie par rapport aux partis signifie le refus de se faire instrumentaliser par ces derniers, mais le mouvement ne rejette pas la collaboration et l'action commune avec les organisations politiques, notamment de la gauche radicale. Il coopère aussi avec des associations des quartiers populaires,

des mouvements pour le droit au logement, des réseaux de lutte pour la santé, et avec certains syndicats (travailleurs du métro, enseignants). Le MPL voit dans le transport gratuit non une fin en soi mais « un moyen pour la construction d'une autre société ». Petit, le réseau n'a jamais dépassé quelques centaines de militants, enracinés d'abord dans les lycées et, plus tard, dans certains quartiers populaires.

De sensibilité anticapitaliste libertaire, les activistes ont différentes origines politiques : trotskystes, anarchistes, altermondialistes, néozapatistes ; avec une pointe d'humour, certains se définissent comme « anarcho-marxistes punks ». En novembre 2013 le réseau a réalisé, pour la première fois, une conférence nationale à Brasilia – grâce au soutien financier de la branche brésilienne de la Fondation Rosa Luxemburg – avec la participation de 150 délégués, représentant 14 collectifs locaux. Quelques résolutions ont été adoptées, au consensus, et un groupe de travail, composé de représentants des collectifs, a été chargé de coordonner les initiatives, respectant l'autonomie locale et « l'horizontalité »¹.

La méthode de lutte du MPL est l'action directe dans la rue, souvent ludique et insolente, plutôt que la « négociation » ou le « dialogue » avec les autorités. Les militants ne fétichisent ni la violence, ni la non-violence ; une de leurs actions typiques est le

blocage des rues, au son de fanfares de musique, en mettant feu à des pneus et à des « catracas ». Ce terme, intraduisible, désigne au Brésil une borne métallique giratoire, assez raide, située dans chaque bus, qui ne peut être traversée qu'après le paiement du billet à un contrôleur. Le symbole du MPL est une « catraca » en feu... Il faut rappeler que les transports en commun, qui à l'origine étaient un service public, ont été privatisés dans toutes les villes du pays, et appartiennent désormais à des entreprises capitalistes aux pratiques mafieuses. Les mairies gardent cependant un contrôle sur le prix des billets.

L'intelligence tactique du MPL a été de se donner d'abord un objectif concret et immédiat : contre l'augmentation du prix du ticket décidée par les autorités locales dans les principales villes du pays, gérées aussi bien par le centre-droit que par le centre-gauche (le Parti des travailleurs, devenu social-libéral). Refusant les arguments prétendument « techniques » et « rationnels » des autorités, le MPL a mobilisé des milliers de manifestants, durement réprimés par la police ; ils sont devenus des dizaines de milliers puis des millions (au prix d'une certaine dilution politique), et les pouvoirs locaux ont été obligés, dans la précipitation, d'annuler les augmentations. Première leçon importante : la lutte paye, on peut gagner, et faire plier les autorités « responsables » !

UNE UTOPIE CONCRÈTE

Tout en menant ce combat pratique et urgent, le MPL n'a pas cessé un seul instant de mener campagne pour son objectif stratégique : le transport public gratuit. Il faut pour cela, observe la Charte de principes, « retirer le transport en commun du secteur privé en le plaçant sous le contrôle des travailleurs et de la population ». C'est ce que les militants du MPL appellent « la perspective classiste » de leur combat. C'est une exigence de justice sociale élémentaire : le prix du transport est prohibitif pour les couches les plus pauvres de la population, qui vivent dans la périphérie dégradée des grandes villes et dépendent des transports en commun pour se rendre sur leurs lieux de travail et d'étude. C'est une revendication qui intéresse directement les jeunes, les travailleurs, les femmes, les habitants des bidonvilles, c'est-à-dire la grande majorité de la population urbaine.

Mais le prix zéro est aussi une demande profondément subversive et anti-systémique, dans l'esprit de ce qu'on pourrait appeler la méthode du programme de transition : comme l'observe la Charte de principes du MPL, « nos demandes dépassent les limites du capitalisme et remettent en cause l'ordre existant ». Elle est un bel exemple de ce que le philosophe marxiste Ernst Bloch appelait une utopie concrète. Certes, il y a des villes, au Brésil ou en Europe, où cette proposition a pu être réalisée. De nombreuses études spécialisées ont démontré

qu'il est tout à fait possible de le faire sans pour autant grever le budget des administrations locales.

Il n'en reste pas moins que la gratuité est un principe révolutionnaire, qui va à rebrousse-poil de la logique capitaliste, pour laquelle tout doit être une marchandise ; c'est donc un concept insupportable, inacceptable et absurde pour la rationalité mercantile du système. D'autant plus que, comme le propose le MPL, la gratuité des transports est un précédent qui peut ouvrir la voie à la gratuité d'autres services publics : l'éducation, la santé, etc. En fait, la gratuité est la préfiguration d'une autre société, fondée sur d'autres valeurs et d'autres règles que celles du marché et du profit capitalistes. D'où la résistance acharnée des « autorités », qu'elles soient conservatrices, néolibérales, « réformatrices », centristes ou social-libérales.

LA DIMENSION ÉCOLOGIQUE

Il existe encore une autre dimension de la revendication du transport gratuit, qui pour le moment n'a pas été suffisamment mise en avant par le MPL (mais qui commence à être prise en compte) : l'aspect écologique. Le système actuel, totalement irrationnel, de développement illimité de la voiture individuelle, est un désastre à la fois du point de vue de la santé des habitants des grandes villes – des milliers de morts à cause de la pollution de l'air directement provoquée par les pots d'échappe-

ment – et du point de vue de l'environnement.

Comme on sait, la voiture est un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre, responsable de la catastrophe écologique du changement climatique. Elle reste, depuis le fordisme jusqu'à aujourd'hui, la marchandise phare du système capitaliste mondial ; par conséquent, les villes sont entièrement organisées en fonction de la circulation automobile. Or, toutes les études montrent qu'un système de transports collectifs efficace, extensif et gratuit, permettrait de réduire significativement l'usage de la voiture individuelle. L'enjeu dépasse donc largement le prix du ticket de bus ou de métro, puisqu'il s'agit bien de faire advenir un autre mode de vie urbaine, un autre mode de vie tout court. Pour résumer et conclure, la lutte pour le transport public gratuit est à la fois un combat pour la justice sociale, pour l'intérêt matériel des jeunes et des travailleurs, pour le principe de gratuité, pour la santé publique et pour la défense des équilibres écologiques. Il permet de former de larges coalitions et d'ouvrir des brèches dans l'irrationalité du système marchand. Ne devrions-nous pas, en France et en Europe, nous inspirer de l'exemple du MPL en impulsant dans nos villes des mouvements larges, unitaires, autonomes, de lutte pour la gratuité des transports publics ? □

¹ Nous avons obtenu ces renseignements grâce à deux rencontres avec des militants du MPL à Sao Paulo, Brésil, en novembre 2013.

En juin 2013 à Sao Paulo : « Si les tarifs ne baissent pas, la ville sera paralysée ». DR.



Paris gentrifié, la bataille de Stalingrad

PAR THIBAUT BLONDIN

Ce n'est un secret pour personne : Paris n'est plus une ville populaire. Les différentes politiques publiques menées ces 40 dernières années, de la construction de bureaux à outrance de l'ère Chirac à la rénovation urbaine de Tibéri en passant par la « mixité sociale » de Delanoë, ont quasiment fini de vider Paris de ses classes populaires.

Bien loin des faubourgs, immigrés, salariés, ouvriers et précaires se concentrent principalement sur deux derniers quartiers du nord-est de Paris : la Goutte d'or dans le 18^{ème} arrondissement et le quartier de Stalingrad-Curial dans le 19^{ème}, quartiers décrétés « zones de sécurité prioritaires » (ZSP) par le ministère de l'intérieur. La gentrification s'opère grâce à des politiques publiques, comme on va le voir ici avec le cas de Stalingrad.

LA « MIXITÉ SOCIALE », OUTIL D'EXCLUSION SOCIALE

A l'heure où la campagne électorale parisienne bat son plein, Anne Hidalgo, la candidate socialiste première adjointe de Delanoë, met en avant la construction de logements sociaux avec comme promesse le dépassement des 20 % de logements sociaux exigés par la loi SRU (17,38 % en 2013). Cet axe de campagne paraît inscrire à gauche la candidate, bien davantage que lorsqu'elle déclarait à propos des Roms : « Paris ne peut pas être un campement géant. » Mais cette politique en trompe-l'œil exclut en fait de Paris les classes populaires, par le biais de la rénovation urbaine et la construction de logements sociaux.

A la sortie du métro Stalingrad, la rue d'Aubervilliers en est la parfaite illustration. Il y a encore 10 ans, peu de personnes osaient s'aventurer plus de 20 mètres dans cette rue. Stalingrad est le quartier historique de la toxicomanie, l'intersection de la rue d'Aubervilliers et la rue du Département faisait peine à voir. Toxicomanes qui se prostituaient sur le trottoir, d'autres qui tentaient de refourguer de la tire aux automobilistes, terrains vagues servant de planques pour la came, murs noirs de pollution sur des centaines de mètres séparant des voies et entrepôts SNCF, la zone.

Aujourd'hui pas un seul immeuble partant de cette rue n'a échappé à une totale rénovation ces dix dernières années. Tout comme les ruelles et impasses attenantes, encore hier constituées d'immeubles squattés, occupés par des marchands de sommeil, ou fortement délabrés, loués par des familles immigrées ou d'origine africaine. Ces immeubles ont tous été soit détruits soit rénovés par façadisme, pour en

faire des logements neufs. Immeuble par immeuble, la mairie de Paris a tout acheté et rénové, et les chantiers continuent afin d'atteindre la future gare RER en bordure de la ville.

Si les taxiphones et épicerie africaines sont toujours là, les noms sur les boîtes aux lettres ont changé et, au pied des nouveaux immeubles, de nouveaux commerces, restaurants, auto-écoles, etc., ouvrent pour une nouvelle population. Là où les immeubles étaient, avant rénovation, occupés principalement par des populations immigrées, la mixité sociale change la couleur des visages et les professions des habitants. La misère architecturale, abominable, des nouveaux immeubles est aussi à l'image du mépris des preneurs de décision vis-à-vis de ces quartiers.

Les conditions d'attribution des logements sociaux, en particulier la nationalité française, éliminent les immigrés sans-papiers ou avec carte de séjour, et le manque de transparence des commissions d'attribution permet de mener à bien le grand mixte à la sauce socialiste. Le quota de 20 % de

cadres dans les logements sociaux en est une illustration. Les différents types de logements sociaux permettent également de panacher et de faire venir dans ces quartiers les fameux « CSP+ ». Frigide Barjot n'était-elle pas détentrice, elle-même, d'un logement social ? Dans le quartier de la Goutte d'Or, seulement 40 % des habitants sont relogés sur place (grâce à une mobilisation locale) !

ZONE DE SÉCURITÉ PRIORITAIRE EN PRIME

Le quartier de Stalingrad a toujours mauvaise réputation, que des campagnes de promotion sur panneaux publicitaires et papiers glacés ne peuvent suffire à effacer. La mairie de Paris a su profiter de sa proximité avec le nouveau gouvernement pour « sécuriser » ces quartiers et les rendre évidemment plus attractifs par le biais des zones de sécurité prioritaire (ZSP). Les quartiers de la Goutte d'or et de Stalingrad-Cambrai ont ainsi été découpés sur mesure, en lien avec les projets de réhabilitation urbaine.

L'ancien maire du 19^{ème}, Roger Madec déclarait lors de la création de la ZSP : « Notre priorité c'est le trafic » ; dans un quartier qui constituait un haut lieu du trafic de drogue, on s'en serait douté. Impossible de ne pas voir le déferlement de bleus les premières semaines, les nombreux contrôles, stationnements de fourgons de CRS. Dans ces quartiers où la prévention de l'usage des drogues est totalement absente (ou invisible), où seules les associations religieuses organisent des soupes populaires, où il n'y a pas d'associations « de quartier », d'éducation et de travail pour une partie de la jeunesse. La réponse à ces difficultés est dans la continuité du gouvernement précédent : répression. L'ouverture d'une salle de shoot qui devait voir le jour à quelques centaines de mètres de ce quartier, et non en son cœur, traîne face à la combativité d'habitants moins concernés mais également pour ne pas entacher la campagne électorale.

La mairie ne cache pas être à l'origine de cette ZSP et s'en enorgueillit : deux réunions publiques ont eu lieu en quelques mois dans une école, avec le commissaire de police et le maire, pour vanter la mise en place de la ZSP à Stalingrad. A l'inverse, aucune réunion n'a été organisée sur la mise en place de la réforme des rythmes scolaires dans cette même école. Quand la police arrête un des trafiquants du quartier avec 1 million d'euros en espèces à son domicile, une lettre d'information est envoyée

à tous les commerçants. Les bailleurs sociaux sont partie intégrante du dispositif des ZSP, assurant l'installation de nouvelles portes d'entrée dans les immeubles, les interphones fonctionnant désormais avec le téléphone personnel des locataires sans aucune demande de ces derniers et dans un but uniquement sécuritaire.

La rénovation des appartements peut, quant à elle, attendre : « pas de moyens », répond un responsable du bailleur social ! Et pourtant ces dispositifs sont payés par les seules charges locatives des habitants des HLM de ce quartier. Le parc du quartier, seul lieu d'évasion pour bon nombre de familles, a été en partie rasé de sa rare végétation pour permettre à la police une meilleure visibilité du lieu. Une illustration supplémentaire du peu de cas qui est fait de la population des quartiers populaires.

DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS AU SERVICE DE LA GENTRIFICATION

Tout un panel de nouveaux lieux publics culturels, d'infrastructures et de commerces vient compléter le dispositif de transformation sociale du quartier. Le « 104 », nouveau haut lieu culturel parisien, dont le tarif habitants du quartier a été très vite supprimé, délaisse sa vocation d'accession à la culture pour toutes et tous. L'ancienne barrière d'octroi, beau bâtiment public du 19^{ème} siècle situé place Stalingrad, a été entièrement rénovée par les pouvoirs publics pour y installer un bar branché.

Les deniers publics subventionnent donc ces nouveaux commerces pour attirer la nouvelle population souhaitée. Sur cette même place, on a pu voir aussi une exposition sponsorisée par la BNP sur les auto-entrepreneurs... Le quartier peut ainsi attirer la nouvelle population dite « bobo », c'est-à-dire la petite-bourgeoisie intellectuelle (professions de l'information et du spectacle, etc.). Toute cette transformation suit le canal Saint-Martin/Ourcq, en partant du centre vers la périphérie, qui une fois désindustrialisé ces 40 dernières années, est « valorisé » par l'éclosion de nouveaux parcs, péniches bar (voire péniche opéra), navette fluviale, un second Paris plage l'été, puis vidé des classes populaires.

La ZSP était là aussi pour sécuriser ces lieux qui étaient jusqu'alors fréquentés par des dealers et des toxicomanes. Une nouvelle gare RER vient parachever le tableau dans le nord du quartier où d'anciens entrepôts et friches industrielles sont transformés en logements, bureaux, cinéma ou antenne du ministère de la justice. Autour du quartier, deux nouvelles auberges de jeunesse sont construites, portant à quatre leur nombre dans le secteur. Entamée il y a 30 ans par la construction de la Cité des sciences sur les anciens abattoirs de la Villette, couronnée aujourd'hui avec ces chantiers et la future Philharmonie de Paris, œuvre finale et symbolique, cette politique achève le processus d'embourgeoisement de ce quartier populaire de Paris.

De l'autre côté du périphérique, dans le 93, sur le canal vidé de ses anciennes industries et friches, un centre commercial ouvre ses portes où les parisiens peuvent se rendre en bateau. Hermès installe ses bureaux, ainsi que le siège social de la plus grande agence de pub française et des lofts avec vue sur le canal. La jonction entre le Paris bourgeois et les nouveaux quartiers est faite, la gentrification suit son cours : les salariés, ouvriers et précaires, relégués plus loin en banlieue, passeront quelques heures de plus chaque semaine dans les transports en commun. Voilà le visage du fameux Grand Paris. Paris sans le peuple s'endort paisiblement. □

Dans le quartier Stalingrad à Paris. DR.



La hausse du coût des terrains, des loyers, le mécanisme d'augmentation de la rente foncière à l'œuvre dans toute la région parisienne affectent inexorablement la proche banlieue. Saint-Denis, notamment, subit cette pression et mutation à l'œuvre, visible dans l'espace urbain.

Histoire de la transformation d'une ville : Saint-Denis

PAR JEAN-MARC BOURQUIN

C'est une ville qui fait partie de l'ancienne ceinture rouge, du temps où le Parti communiste était majoritaire dans la banlieue proche de Paris. Banlieue ouvrière, banlieue populaire. Aujourd'hui, dernière ville de plus de cent mille habitants avec un maire PCF, elle est concernée par le projet d'intégration dans le Grand Paris. Elle appartient à la communauté d'agglomération « Plaine Commune » dont elle est la ville principale. Elle est constituée de trois ensembles géographiquement très distincts : La Plaine Saint-Denis, le centre-ville et la couronne des grandes cités autour du centre-ville. Cette nette séparation des espaces urbains rend bien lisible les mutations, probablement plus nettement que dans des villes de même taille, comme Montreuil par exemple, qui connaissent aussi cette évolution.

LA PLAINE SAINT-DENIS

La transformation de la ville a commencé par La Plaine Saint-Denis, c'est-à-dire la zone industrielle qui jouxte Paris, le long de l'autoroute A1. C'était le lieu de concentration de la métallurgie et de la chimie, un des plus importants de la région parisienne. Il faut dire que la vraie première offensive a été le percement de l'autoroute elle-même à la place de l'avenue Wilson, axe nord-sud le long duquel toutes les usines étaient situées. C'était l'axe des mobilisations ouvrières, de toutes les manifestations vers Paris, où les cortèges se constituaient et grossissaient d'usine en usine. En 1966 la tranchée non couverte, destinée à recevoir l'autoroute A1 jusqu'au périphérique, a détruit cet axe, isolé le côté est du côté ouest, et rendu cette partie de la ville inhumaine. Il est clair que ce choix a été délibéré.

L'effondrement des industries de la Plaine a débuté vers la fin des années 1970. Tous les secteurs de la production industrielle ont été touchés : la machine-outil avec Cazeneuve, la chimie avec les gazomètres, Unilever Gibbs, l'électromécanique avec Jeumont Schneider, pour ne citer que quelques-unes des usines qui ont fermé. Cela a libéré de grands espaces de friches industrielles, beaucoup de terrains proches de Paris qui ne demandaient qu'à être exploités par les promoteurs immobiliers. Le déclic est venu à la fin des années 1990, avec la décision de construction du Grand Stade, la couverture de l'autoroute A1, la création de deux nouvelles gares de RER permettant le déplacement d'une grande quantité de salariés. En quelques années la Plaine est devenu le principal chantier européen et le premier lieu d'investissement des fonds de pensions. De grandes sociétés y ont installé leur siège, SFR, Randstadt, Xeros, Generali, GMF, Veolia, etc. Des logements se sont construits pour répondre à l'afflux de salariés suivant leur entreprise. Une ville nouvelle est née, faite de grands blocs de verre et d'acier, tous

semblables, avec une population nouvelle, sans mémoire, sans lien avec la ville historique, socialement très différente et rattachée à la ville essentielle par le travail, qui arrive à Saint-Denis le matin et la quitte le soir.

LE CENTRE-VILLE

La deuxième étape est encore en cours aujourd'hui : la rénovation du centre-ville. La percée dans cette ville populaire d'un quartier d'affaires par son côté sud a conduit la municipalité et la communauté d'agglomération à engager dans son prolongement la rénovation du centre-ville. C'est un espace circulaire, très concentré, le vieux centre historique, avec un bâti ancien souvent dégradé, mais un potentiel immobilier réel. Si une première tranche de la rénovation de l'habitat s'est faite dans les années 1980, à l'ancienne pourrait-on dire – on rase un quartier et on reconstruit du neuf –, c'est avec la piétonisation en 2004 que le processus s'est accéléré. Les promoteurs immobiliers ont investi sur le long terme, sentant l'intérêt du lieu. Cette fois, le choix est fait de

la réhabilitation de l'ancien, avec des logements destinés à l'accession à la propriété, pour un public beaucoup plus aisé que celui qui vit actuellement dans le centre-ville. Cette rénovation attire de nouveaux habitants, désirant acheter mais ne pouvant plus le faire à Paris et qui trouvent ici des conditions moins onéreuses. Des revendications nouvelles pour la ville sont alors apparues, portées par des associations mobilisées pour la propreté, la sécurité, l'environnement.

Mais plus du tiers du parc privé est déclaré insalubre. Ces immeubles sont occupés par des locataires aux revenus très modestes, qui de fait sont contraints de vivre dans des conditions très dégradées parce qu'ils ne peuvent accéder au logement social. C'est le royaume des marchands de sommeil qui achètent des immeubles et en tirent profit au maximum. Ils louent des appartements insalubres voire interdits à l'habitat – et n'y font aucuns travaux –, pour des loyers mensuels de 400 ou 500 euros minimum, jusqu'à l'évacuation de l'immeuble sur intervention de l'Etat, ou

pire suite à un incendie du bâtiment qui met tout le monde à la rue. C'est aussi le moment où se sont implantés de grands squats dans des immeubles vides promis à rénovation. Ils sont occupés par des populations nouvellement arrivées en France, interdites de logement social du fait de leur statut de sans-papiers, présentes en groupes pour organiser la solidarité.

La municipalité et Plaine Commune se sont engagées dans la rénovation du centre-ville pour tenter de la maîtriser : création de ZAC (zones d'aménagement concerté) dans les quartiers de la gare et de la porte de Paris, adhésion au PNRQAD (Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés), seule façon d'obtenir des financements et de tenter de contrôler le coût de la construction et le prix des logements neufs. Mais elles ont clairement fait le choix du changement de population.

Au nom de la mixité sociale, l'objectif est d'attirer dans le centre-ville une population nouvelle, dans de petits immeubles rénovés, à un prix attractif, la ville n'ayant pas encore une image très attirante. Cette rénovation s'accompagne de l'éviction des immeubles insalubres et, depuis près de dix ans, des mobilisations se sont systématiquement développées de la part des expulsés, avec ou sans papiers, qui ont refusé d'être les exclus du logement et de la ville. Pas une année sans lutte, sans campement, où les expulsés interpellent l'ensemble des pouvoirs publics, municipalité comprise, les obligeant à se mettre à la table des négociations pour l'hébergement, le séjour et le logement. Mais chaque opération sur un immeuble se traduit par le départ des habitants qui l'occupaient et l'arrivée de nouveaux. La machine à exclure est en marche.

LA COURONNE DES GRANDES CITÉS DU NORD

De la cité des Francs-Moisins au sud-est à la cité Jacques Duclos au nord-ouest, c'est un ensemble de cités où domine largement le logement social que se partagent quelques bailleurs comme Logirep ou Osica. Mais c'est le bailleur historique PCH, adossé à la communauté d'agglomération, qui a la place essentielle. Là aussi la transformation de la ville est en cours, mais ces cités, du fait

de leur concentration et de la prépondérance du logement social locatif, sont des lieux de résistance à la loi du marché immobilier.

Icade, filiale de la Caisse des dépôts, a bien tenté de réaliser une rentabilisation du parc immobilier qu'elle gérait dans la cité Floréal. Cela s'est traduit d'abord par le déconventionnement des logements, c'est-à-dire leur sortie du parc social avec à la clé des hausses de loyer non négligeables. Mais cette tentative a échoué parce que les habitants concernés ont résisté à la hausse des loyers. Au bout du compte, ne pouvant réaliser son profit rapidement, Icade a préféré jeter l'éponge et a revendu son parc de logements au bailleur communautaire principal.

Des opérations de rénovation, sous couvert de l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine) sont en cours dans quelques cités, ce qui se traduit alors par des destructions de barres et la reconstruction de logements. Théoriquement, ces opérations de démolition/reconstruction garantissent le « un pour un » (un logement détruit pour un logement reconstruit). Mais les dérogations sont nombreuses, et la perte du nombre de logements est réelle au bout du compte. Les opérateurs ont d'ailleurs la possibilité de reconstruire ailleurs, dans un temps différent de celui de la démolition, et ils peuvent construire des résidences universitaires dont les chambres comptent pour un logement. C'est ce que le groupe OGIF/France habitation a fait dans la rénovation de la cité Saint-Rémy Nord.

Cependant, pour que la rente foncière se libère et que les capitalistes de l'immobilier investissent dans ces espaces, il faudrait des changements politiques profonds à la tête des opérateurs publics (municipalité, agglomération), une remise en cause du logement social, une privatisation massive des logements sociaux. Les mutations que connaît la ville sous la pression de la hausse des prix des terrains et des loyers génèrent des contradictions, des oppositions entre les populations concernées et les autorités, des luttes de résistance, même si le tissu associatif lié au logement est très affaibli. Saint-Denis est encore pour longtemps une ville populaire. □

Manifestation à Saint-Denis, le 21 décembre 2013, des expulsés au mois de juin de deux immeubles, qui ont tenu un campement pendant sept mois. Ils sont maintenant hébergés. © JMB.



L'ANRU, un crime silencieux ?

Créée en 2003 sous le ministère Borloo, l'ANRU (Agence nationale de la rénovation urbaine) prétend régler les problèmes de la misère par l'urbanisme. C'est en réalité une entreprise à « kärcheriser » sans bruit la banlieue, au profit des grandes sociétés du BTP et au détriment des populations les plus démunies.

Cette nouvelle agence avait pour objectif de coordonner tous les organismes liés au logement afin de faciliter l'action des communes. En fait, elle sert surtout à détourner le 1% logement destiné à financer l'habitat social, pour subventionner les grands groupes du BTP en leur confiant la destruction de milliers d'immeubles collectifs dans plus de 500 quartiers. De plus, pour financer la reconstruction, les communes doivent s'endetter auprès des banques. C'est pourquoi il y a beaucoup plus de démolitions que de re-

constructions et que lorsqu'il y a reconstruction, c'est avec un nombre de logements moins important, aux surfaces moins grandes, de moins bonne qualité mais pour des prix plus élevés.

Résultat de la politique de l'ANRU, non seulement les plus pauvres sont expulsés et le plus souvent mal relogés, mais les mairies s'endettent, les impôts locaux augmentent tandis que les grosses sociétés du BTP et les banques s'enrichissent. Cette politique était surtout une réponse, dans les moments où la colère des jeunes des banlieues éclatait comme en 2005, visant à satisfaire la clientèle politique qui craint ces banlieues et pour qui les grands immeubles équivalent à la « racaille ». Bref, une manière de « kärcheriser » sans bruit les banlieues, considérées comme des territoires à reconquérir.

LE CAS DE MONTBÉLIARD

C'est dans ce cadre et avec cet état d'esprit que la mairie PS de Montbéliard (avec participation PCF) et les HLM démolissent depuis quelques années un certain nombre d'immeubles collectifs de la ZUP de Montbéliard. Les effectifs de PSA étant passés à Sochaux, en quelques décennies, de plus de 40 000 salariés à 10 000, bien des gens sont partis et des logements sont vacants. Mais la mairie n'a rien pensé ni prévu, et surtout pas consulté les habitants. Comme elle détruit avant de reconstruire, il n'y a à proposer à ceux qui sont expulsés que des logements pires et/ou plus chers, dont certains sont d'ailleurs destinés eux aussi, plus tard, à la démolition. Des locataires ont ainsi déjà été déplacés plusieurs fois.

Or, bien d'entre eux sont venus il y a trente ou quarante ans, souvent d'Afrique du Nord, au moment des belles années de

PAR JACQUES CHASTAING

l'embauche à PSA. Ils ont maintenant 70 ans ou plus, sont souvent malades ou handicapés, ayant donné leur santé au capital. Et maintenant, à défaut de pouvoir les chasser vers leur pays d'origine car beaucoup ont acquis la nationalité française, on les expulse de leur logement, on les disperse, on les cache. Mais à cet âge, ils ne peuvent pas être déplacés n'importe où, le déménagement forcé est une catastrophe, socialement et physiquement, tout simplement car ils ne sont plus en état physique de pouvoir déménager. Les déménagements forcés sont la cause principale des dépressions aujourd'hui et, pour les plus fragiles et âgés, ils peuvent se terminer par de véritables drames et la mort.

Aussi, depuis dix mois, les locataires de deux immeubles de la ZUP se battent, d'une part, pour obtenir des relogements satisfaisants pour ceux qui acceptent de partir, d'autre part, pour maintenir un immeuble où logent les plus âgés mais aussi alerter les autorités et l'opinion sur les menaces que cette politique urbaine fait planer sur la santé et la vie des plus âgés.

Dans une lettre ouverte, ils écrivaient :

« Notre immeuble est un exemple réussi de la mixité sociale, générationnelle et ethnique. Sa communauté est plus qu'un petit village, elle est devenue notre seconde famille, un trait d'union entre les générations et les communautés et un exemple vivant de ce que peut être la lutte contre l'isolement social des personnes âgées. Mais nous sommes menacés d'être dispersés, isolés, notre "famille" éclatée. A nos âges, non seulement déménager est une impossibilité physique, une souffrance morale, mais cette rupture de ces liens et de ces entraides, serait pour la plupart d'entre nous un désastre pour notre santé physique et notre santé mentale, un désastre irréversible aux conséquences que nous pressentons malheureusement tragiques. Si tout ce que nous apportait notre petite collectivité était "kärcherisée" (...) désormais isolés nous serions délaissés, réduits à nos difficultés, nos handicaps, notre malheur... »

Malgré des interpellations du conseil municipal, du bailleur, des ministères, du sous-préfet, de la presse, la venue de Florence Aubenas ainsi que l'organisation d'une fête et de manifestations multiples, rien ne bouge. Il reste peut-être, à la veille des élections municipales, à mettre en lumière l'ampleur nationale du problème et les nombreux morts chez les personnes âgées que la politique de l'ANRU est sans doute en train de générer dans le pays. Pire que la canicule de 2003 ? □

A l'origine de la journée du 8 mars, une militante communiste : Clara Zetkin (1857-1933)

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

8 mars 1911 : la première journée internationale pour le droit des femmes est un succès, en particulier en Allemagne où pas moins d'une quarantaine de réunions et de manifestations ont lieu dans la seule ville de Berlin. Selon Clara Zetkin qui en est l'instigatrice et qui en a fait adopter le principe au sein de la Deuxième Internationale l'année précédente, cette journée est « la manifestation la plus massive qu'ait connu le mouvement pour l'émancipation féminine »¹.

La tâche pourtant n'a pas été facile. Membre du Parti social-démocrate allemand en 1881, Clara Zetkin dirige de 1891 à 1916 un magazine féminin socialiste, *Gleichheit* (« Egalité »), qui atteint péniblement les 4 000 exemplaires au début du siècle. Le tirage passe cependant à 28 000 exemplaires en 1905 puis à 125 000 en 1914.

Secrétaire internationale des femmes socialistes au sein de la Deuxième Internationale, Clara Zetkin est de tous les combats au sein de son aile gauche, aux côtés de Rosa Luxemburg. Membre fondatrice du Parti communiste allemand (KPD) en janvier 1919, elle échappe aux massacres et continue le combat depuis le sud de l'Allemagne avant de prendre la direction à Moscou du secrétariat féminin de la Troisième Internationale. Elue députée au Reichstag en tant que communiste sans interruption jusqu'en 1933, elle assiste à la prise du pouvoir des nazis avant de mourir quelques semaines plus tard.

C'est cette histoire que nous voudrions retracer ici, qui mêle intimement le combat pour l'émancipation des femmes avec celui du prolétariat.

L'ESSOR DU MOUVEMENT OUVRIER

La jeunesse de Clara Eisner raconte à elle seule les transformations que connaît l'Europe durant cette période. Née en 1857 dans un milieu d'artisans en Saxe, une région encore pauvre et reculée, elle se familiarise très tôt avec les idées de la Révolution française que prolonge d'une certaine manière celle de 1848 en l'Allemagne. Sa mère, bien que de milieu modeste, est une fervente

lectrice de George Sand, tout en cultivant des relations épistolaires avec les pionnières du mouvement féministe. Une communauté d'immigrés russes introduit de son côté les premiers ferment du socialisme dans la région. Vivant avec l'un de ces immigrés du nom de Zetkin, Clara aspire au grand air. Elle rencontre à Paris tous les courants du mouvement ouvrier renaissant, dans les années 1880, après le massacre des communards. Tandis qu'en Allemagne naît en 1875 le premier grand parti ouvrier de l'histoire : la Social-démocratie, née d'une fusion entre le courant lassalien et une minorité se réclamant de Marx. Elle écrit de plus en plus souvent pour le journal de Kautsky : *die Neue Zeit* (« Les temps nouveaux »).

Au point de rencontre de ces différentes influences, elle joue un rôle actif dans la naissance de la Deuxième internationale à Paris en 1889, où elle présente pour la première fois un rapport consacré à la place des femmes dans la classe ouvrière et dans le mouvement socialiste, faisant du travail l'outil à ses yeux fondamental de leur émancipation. Sans ignorer non plus le piège de la « double journée de travail » comme elle le raconte dans l'une de ses correspondances avec Karl Kautsky : « A peine avais-je tenté de me plonger dans l'étude de Louise Michel [pour un article] qu'il m'a fallu moucher le n°1, et à peine m'étais-je assise pour écrire, qu'il a fallu donner la becquée au n°2. A quoi s'ajoute la misère d'une vie de Bohême. »

Elle rentre en Allemagne en 1890 au moment décisif : les lois d'interdiction frappant la Social-démocratie sont abro-

gées. Une nouvelle étape commence. Sa priorité est de s'adresser aux femmes qui se tournent vers le socialisme avec un matériel spécialement adapté, tout en participant activement à la vie de l'Internationale et de son parti allemand. Elle devient en 1895 la première femme membre d'une instance dirigeante du SPD, élue à sa commission de contrôle.



OPPRIMÉES EN TANT QUE FEMMES, EXPLOITÉES EN TANT QU'OUVRIÈRES

Mener ce combat n'a rien d'une sinécure. La législation est profondément rétrograde dans un pays qui représente encore au début du 20^{ème} siècle un curieux mélange entre féodalisme conservateur (celui des « Junkers », les grands propriétaires fonciers) et diffusion d'idées plus progressistes amenées par certains milieux libéraux et par le mouvement ouvrier.

Cela ne concerne pas seulement la question du droit de vote. En particulier dans le royaume de Prusse (l'empire ayant préservé une large autonomie après l'unité réalisée en 1871), les femmes n'ont tout simplement pas le droit d'adhérer à



une quelconque organisation politique jusqu'en 1908. Elles n'ont même pas le droit de participer à une réunion où l'on discute politique !

Il est vrai que jusqu'à cette date, une femme n'a pas non plus le droit de passer l'Abitur (l'équivalent du bac) ni d'aller à l'université. Il faut même attendre 1918 pour qu'une institutrice ait la possibilité de se marier, tant l'exercice de ce métier – souvent le seul possible pour des femmes ayant fait des études – est volontiers confondu avec un véritable sacerdoce.

Le ton est donné par l'empereur Guillaume II : « La mission principale de la femme n'est pas de participer à des réunions ni de conquérir des droits lui permettant d'être l'égale de l'homme, mais de remplir silencieusement sa tâche dans son foyer et sa famille et d'éduquer la jeune génération en lui inculquant avant tout le devoir d'obéissance et le respect des aînés »². Dans cette Allemagne wilhelmienne qui prétend régénérer un monde jugé « malade » en donnant l'exemple de la discipline et de l'ordre, la place assignée à la femme a une fonction politique et idéologique bien précise. Le contester conduit logiquement à remettre en cause l'ordre patriarcal qui s'imbrique parfaitement avec l'ordre social dominant.

Mais s'adresser aux femmes les plus exploitées représente une difficulté supplémentaire. A la différence du prolétariat masculin de plus en plus concentré dans les grandes usines, le prolétariat féminin reste beaucoup plus dispersé, et il ne bénéficie en général d'aucune formation professionnelle. La majorité des travailleuses est employée dans des petites unités de production de style artisanal et surtout dans le travail à domicile, ou dans des métiers comme gens de maison, serveuses dans des cafés ou des restaurants (parfois assimilées à des prostituées).

Le prolétariat féminin est nettement plus difficile à atteindre et à organiser. Le taux de syndicalisation dépasse les 50 % chez les hommes, mais il n'est que de 9 % chez les femmes salariées.

LA FEMME ET LE SOCIALISME

La référence pour Clara Zetkin, comme pour tous les militants de l'époque, est le livre d'Auguste Bebel publié en 1891³, *La femme et le socialisme*. Etant lui-même l'un des principaux dirigeants du parti, il s'est largement inspiré de l'ouvrage

d'Engels publié en 1884⁴, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Pour ce dernier, la question de l'émancipation est étroitement liée à celle du travail : « Pour que l'émancipation féminine devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de

pour le socialisme ; c'est aussi grâce à ce progrès qu'on peut imaginer dans une autre société l'extinction progressive de la frontière entre la sphère publique et la sphère privée, susceptible d'alléger considérablement le poids des tâches domestiques tout en permettant une participation effective aux affaires de la cité.

Cette approche se double d'une considération plus générale et plus fondamentale : le lien étroit entre le patriarcat et la question de l'héritage – en particulier sa transmission –, à la base de la plupart

des tâches domestiques, mais elle n'induit pas automatiquement une meilleure répartition de leur gestion quotidienne entre les hommes et les femmes. Après une assez longue période de tâtonnement, l'apport de Clara Zetkin est double : donner au combat féministe une dimension pleine et entière en intégrant dans sa réflexion les diverses dimensions de l'oppression des femmes, tout en le maintenant fermement sur un terrain de classe.

autres courants, même les plus progressistes, du « féminisme bourgeois ».

Car tout diffère, selon Clara Zetkin : le milieu auquel on s'adresse, les préoccupations, les objectifs, les moyens d'action. Comme elle le précise au congrès de 1896 : « Engagées dans la lutte de classe, la prolétaire a autant besoin que la femme de la petite et moyenne bourgeoisie et les intellectuelles de l'égalité juridique et politique (...) Mais en dépit de tous ces points de contact (...) la prolétaire n'a rien de commun pour ce qui est de ses intérêts économiques décisifs avec les femmes des

autres classes. Aussi l'émancipation de la prolétaire ne saurait-elle être l'œuvre des femmes de toutes les classes, elle sera uniquement l'œuvre de l'ensemble du prolétariat sans distinction de sexe ».

Le centre de gravité est bien la lutte pour le socialisme. Et la première revendication est d'améliorer le quotidien des travailleuses, en exigeant l'égalité des salaires, mais aussi certaines dispositions particulières, comme les congés maternité, ou l'abolition du travail de nuit. Les arguments employés ne sont il est vrai pas toujours sans ambiguïté. Car cette dernière revendication par exemple s'appuie parfois sur la nécessité de préserver la santé des femmes en tant que mères. Mais dans le monde du travail, cette intervention rencontre un écho favorable qui ouvre en

pourtant pratiquement aucune de leurs revendications. Cela n'empêche pas Clara Zetkin de proposer une politique particulièrement offensive, notamment sur le terrain des droits démocratiques.

Le combat pour le droit de vote des femmes en est une illustration. Cette revendication est défendue par Clara Zetkin en collaboration avec d'autres mouvements féministes. Elle doit néanmoins se battre sur deux fronts. Au sein de la Social-démocratie, il faut surtout joindre les actes à la parole. Avec les mouvements féministes, il faut convaincre que ce suffrage doit être effectivement accordé à toutes les femmes – mêmes pauvres –, ce qui est loin d'être gagné (sachant que le suffrage universel masculin n'existe pas non plus dans certains Etats comme la Prusse).

A la conférence féminine de Stuttgart, en 1907, Clara Zetkin fait adopter une résolution qui spécifie que « les partis socialistes de tous les pays ont le devoir de lutter énergiquement pour l'instauration du suffrage universel des femmes ». A la conférence de Copenhague, en 1910, il est décidé d'organiser chaque année au mois de mars une journée internationale des femmes : ce sera le 8 mars. Sa revendication immédiate est l'obtention du droit de vote.

Fait notable : sur cette revendication démocratique, le mouvement ouvrier est alors en capacité d'entraîner la majeure partie du mouvement féministe qui se situe pourtant dans le sillage des partis libéraux. Mais on peut aussi observer que cette revendication n'a été obtenue en Allemagne qu'à la suite d'une révolution, après le renversement de l'empereur le 9 novembre 1918 et la proclamation de la république. Bien avant la France.

DANS LE PARTI AUSSI

Clara Zetkin a beau répéter que « l'émancipation de la prolétaire ne saurait être l'œuvre des femmes de toutes les classes, elle sera uniquement l'œuvre de l'ensemble du prolétariat sans distinction de sexe », cela suppose que cette préoccupation soit effectivement prise au sérieux au sein du parti.

Ce dernier part malheureusement avec un handicap assez lourd sous l'influence de Lassalle et de ses positions très proches de celles de Proudhon, qui considère que la place « naturelle » des

Le plus célèbre des 8 mars : en 1917, les femmes travailleuses de Saint-Petersbourg dirigent la grève de toute la ville pour « le pain et la paix ». DR.



plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique ».

La question se pose donc à deux niveaux : c'est grâce au progrès général introduit par le capitalisme avec la généralisation du salariat que la femme peut commencer à échapper à l'emprise totale de la famille en conquérant le début d'une autonomie financière et en participant aux luttes du prolétariat

des sociétés de classe. Mais elle ignore en même temps d'autres aspects : les formes extrêmement variées d'oppression qui peuvent perdurer même dans une société sans classe. Il suffit d'ailleurs de revenir sur l'exemple cité par Engels : la grande industrie – développée de manière rationnelle et planifiée entre les mains du prolétariat – peut sans doute considérablement alléger le

POUR LA CONQUÊTE DES DROITS DÉMOCRATIQUES ET SOCIAUX

De manière significative, sa première brochure sur le sujet a pour titre *La question des travailleuses et la question féminine à notre époque*. Il y a bien une dimension spécifique à la question féminine, mais le combat féministe que mènent les militantes socialistes n'est pas le même que celui que mènent les

suite bien d'autres opportunités pour discuter de tout.

Clara Zetkin reste profondément attachée à maintenir une indépendance complète vis-à-vis de ce qu'elle appelle le « féminisme bourgeois », lui-même très hostile à la Social-démocratie, à l'exception d'une toute petite frange qui se veut plus « progressiste », tout en appelant à voter pour les libéraux qui n'intègrent

femmes est à la maison. Marx et Engels défendaient une toute autre position, mais au début des années 1870, il n'est pas rare de voir encore des syndicats se prononcer pour la suppression du travail féminin. C'est donc à la suite d'une longue bataille que les marxistes, avec Auguste Bebel, imposent un tout autre point de vue, faisant du même coup de la Social-démocratie le seul parti réellement d'avant-garde sur cette question. Mais du programme à l'activité quotidienne de ses militants, il y a parfois une certaine marge. Clara Zetkin en est convaincue : pour en faire une préoccupation réelle, il faut donner une plus grande visibilité et de plus grandes responsabilités aux femmes dans le parti. En particulier, ses statuts prévoient à l'occasion des congrès que les femmes puissent désigner directement un certain nombre de déléguées si aucune femme n'a été élue dans les assemblées des sections locales. Clara Zetkin se bat vigoureusement pour la mise en œuvre effective de cette clause, non sans succès : il n'y a encore que 25 déléguées femmes en 1901, mais elles sont 407 en 1907.

Surtout Clara Zetkin met en place à la veille de chaque congrès une conférence féminine qui réunit de manière spécifique les femmes afin de leur permettre de discuter d'un certain nombre de sujets qui pourront ensuite être posés de manière plus concertée à l'occasion du congrès. Pratique qui est également étendue au sein de la Deuxième Internationale avec les « conférences féminines internationales ». C'est d'ailleurs à l'occasion de l'une d'elle, à Copenhague en 1910, qu'est décidé le principe de la journée du 8 mars.

Le combat se mène à deux niveaux : il s'agit à la fois d'encourager les femmes à faire toutes les tâches du parti, tout en menant un travail spécifique en direction des femmes prolétaires. Sur le premier point, elle impose le terme de « *Vertauenspersonen* » (personnes de confiance) pour désigner les propagandistes du parti, au lieu de « *Vertrauensmänner* » (hommes de confiance), afin de bien montrer que cette tâche est ouverte également aux femmes. En même temps, les statuts précisent en 1905 que « la propagande systématique dans le prolétariat féminin est assurée par des délégués féminines élues, si possible dans toutes les localités, en accord avec les instances du par-

ti ». A la même époque, les ventes de *Gleichheit* explosent littéralement, signe que quelque chose est bien en train de changer dans la vie du parti.

VISER L'ÉMANCIPATION INTÉGRALE

Contrairement à certains préjugés, le mouvement ouvrier de l'époque n'ignore pas des questions qui prendront, il est vrai, une place plus grande par la suite, notamment à partir des années 1960-1970.

Dans une Allemagne encore profondément imprégnée de morale religieuse, le journal de Clara Zetkin s'étend longuement sur les questions du mariage et du divorce. Elle défend – certes avec moins de vigueur qu'Alexandra Kollontaï – « l'amour libre », sans faire pour autant de la liberté sexuelle un étendard du combat féministe. Mais pour reprendre ici le point de vue exprimé par l'historien Gilbert Badia, « *sa vie, peut-être plus que ses théories en la matière, illustre ses conceptions profondes. Elle a vécu, jusqu'à la mort de celui-ci, avec un homme dont elle a eu deux enfants et qu'elle n'a pas cru indispensable d'épouser (...)* A trente-neuf ans, elle n'a pas hésité à vivre en union libre avec un jeune homme son cadet de dix-huit ans ».

Quant à sa curiosité, elle est insatiable : elle est une des rares dirigeantes à s'intéresser à la psychanalyse, discipline alors toute nouvelle.

Sur la question de la « nature féminine », sa position est incontestablement très en avance sur son temps, allant même jusqu'à contester l'idée qu'il y aurait naturellement chez les femmes un « instinct maternel ». En même temps, il serait vain de vouloir découvrir chez elle une quelconque « théorie du genre ». Mais son adhésion profonde au marxisme en tant que philosophie matérialiste lui donne malgré tout quelques atouts pour éviter toute forme de naturalisation des rapports humains...

On peut sans doute lui reprocher un certain optimisme sur la résolution des conflits de genre dans une future société socialiste. Mais ce n'est pas pire, ou pas mieux, que l'optimisme un peu général qui s'imposait à cette époque sur la société future, avant de faire l'expérience du stalinisme.

Certains débats doivent être absolument remis dans leur contexte. Cela concerne en particulier la question de la limitation des naissances. Au sein de la bourgeoisie, les idées de Malthus – qui voulait limiter la pauvreté en limitant le

nombre de pauvres – restent très influentes. Ce qui explique sans doute pour une bonne part que l'idée même de planification des naissances soit très largement combattue au sein du mouvement ouvrier. Clara Zetkin se bat cependant vigoureusement pour la légalisation de l'avortement, au nom du libre choix pour les femmes à disposer de leur corps. En 1913, les députés sociaux-démocrates s'opposent au Centre catholique (l'un des principaux partis représentés au Reichstag) qui veut interdire la vente de préservatifs, en expliquant que le législateur n'a pas à en réglementer l'usage.

Sur l'avenir communiste, même si les idées restent vagues, quelques projets voient le jour dans le cadre d'un mouvement coopératif beaucoup plus développé qu'en France : coopératives de consommation, cuisines et laveries communales, restaurants coopératifs, cités-jardins... Autant d'expérimentations qui laissent entrevoir la possibilité d'une réorganisation de toute la société. De même, dans le domaine de l'éducation, bien des idées novatrices commencent à émerger, même si elles sont loin d'être aussi élaborées que celles développées plus tard par Montessori ou par Freynet. Ce sont parfois des choses toutes simples, comme la mixité dans les écoles, alors que l'alternative était soit de travailler pour un salaire de misère sans aucune qualification dans les milieux populaires, soit d'échapper à cette misère dans les milieux aisés en restant femme au foyer.

Mais après la révolution russe, le combat féministe change de nature. Car le communisme désormais n'est plus une utopie : c'est une réalisation pratique, pour le meilleur et parfois pour le pire. Une autre histoire... □

1 Toutes les citations sauf indication contraire, sont extraites du livre de Gilbert Badia, publié en 1993 aux éditions de l'Atelier, « Clara Zetkin, féministe sans frontières ».

2 Extrait d'un discours prononcé en public en 1910.

3 https://www.marxists.org/francais/bebel/bebel_fs.htm

4 Pour un aperçu sur les recherches actuelles, on peut lire l'ouvrage de Christophe Darmangeat publié chez Agone, « Conversation sur la naissance des inégalités ». Ainsi qu'un ouvrage du même auteur, plus ardu, aux éditions Smolny, « Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était ».

5 Sur les premières années, voir l'ouvrage de Trotsky rédigé sur la base de nombreuses enquêtes, « Questions de mode de vie ».

HOMOSEXUALITÉ ET RÉVOLUTION

Réflexion d'époque pour une question toujours d'actualité

PAR CHLOÉ MOINDREAU

La réédition du très court *Homosexualité et Révolution* de Daniel Guérin, 25 ans après sa mort, rassemble, autour du texte du même titre, des interviews et des réflexions sur d'anciens textes. La première édition est parue en 1983, alors que Guérin avait 79 ans. Il en faisait un retour sur sa vie, sa prise de conscience de son homosexualité et ses expériences souvent douloureuses de l'homophobie dans la mouvement ouvrier.

UN TÉMOIGNAGE ANCRÉ DANS UNE RÉALITÉ HISTORIQUE

Âgé déjà de 64 ans en mai 68, Guérin n'a que peu profité de la « libération sexuelle » dont hériteront les militants plus jeunes. Il en fut pourtant un des acteurs, lui qui publia dès 1954 un résumé de l'étude du chercheur américain Alfred Kinsey, sous le titre Kinsey et la sexualité, et participa à Arcadie (revue « homophile » éditée de 1954 à 1982 et comptant entre 1300 et 10 000 abonnés), comme au Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR).

Disons-le tout net : Homosexualité et révolution est avant tout un ouvrage autobiographique, et même introspectif. Il est rédigé par un militant né en 1904 et ayant grandi dans un milieu bourgeois avant de rejoindre les rangs de la classe ouvrière. Pour toutes ces raisons, et bien d'autres, il est parfois frustrant, voire dérangeant (ainsi lorsque la limite entre homosexualité et pédophilie n'est pas clairement tracée). Il fait une impasse totale sur la question de l'homosexualité féminine¹. Enfin, il oppose la figure de « l'homosexuel exclusif », et celle du « bisexuel », ce dernier étant supposé être plus courant « dans la nature ». Il est curieux de constater que Guérin utilisait pourtant ces deux termes de façon interchangeable en ce qui le concerne, se définissant tour à tour comme bisexuel et homosexuel.

Ces limites sont sans doute en grande partie à relier au fait que l'identité homosexuelle de l'auteur s'était forgée à une époque de faible élaboration sur ces questions, une époque où les principaux textes homosexuels étaient des romans souvent interdits ou autocensurés.

IDENTITÉ HOMOSEXUELLE ET IDÉAL RÉVOLUTIONNAIRE

Il n'en reste pas moins que d'autres réflexions ont été produites avant ce texte, dans des groupes comme le FHAR ou par des militantes féministes lesbiennes. Or Guérin est bien davantage dans une démarche de retour sur son expérience, accumulant les anecdotes, que dans une recherche de synthèse ou de nouveaux apports.

L'enjeu central de l'ouvrage semble en effet être de répondre enfin à toutes les homophobies, en particulier au sein du mouvement ouvrier. Guérin dézingue à tout va, citant les noms, les dates et les lieux, dénonçant l'hypocrisie et la répression. Il pose que l'homosexualité est par essence révolutionnaire et que la Révolution doit pouvoir permettre l'épanouissement de chacun, et donc des homosexuels : « *le mot Révolution (...) désigne le soulèvement des masses laborieuses opprimées et exploitées séculairement et leur effort d'auto-affranchissement en même temps qu'il marque la désaliénation de chaque individu.* » L'association est d'ailleurs réciproque, et il dénonce la tentation du ghetto des homosexuels dans une interview de 1985 intégrée à l'ouvrage, en soulignant la priorisation de son engagement dans la cause sociale.

UNE RÉFLEXION À POURSUIVRE AUJOURD'HUI

On peut certes regretter que l'élaboration sur les liens entre homosexualité et révolution se cantonne finalement à cet enjeu de la « désaliénation », contre la répression homophobe du mouvement ouvrier (« *ce dont les gens de mon espèce avaient, en ces temps, le plus à souffrir, c'était la crainte permanente de perdre la considération, de susciter le mépris, ou même la répugnance, de ceux de nos camarades qui nous eussent pris en flagrant délit de tendances homosexuelles* »).

Car aujourd'hui, avec la mise en place, incomplète mais fortement symbolique, des droits civiques pour les gays et les lesbiennes, la prise en compte des questions homosexuelles dans le mouvement ouvrier tend à se limiter à ces revendicationségalistes. Or la résurgence des courants homophobes, sous l'œil bienveillant du gouvernement, doit nous rappeler que le lien entre identité homosexuelle et idéal révolutionnaire reste essentiel. □

Daniel Guérin

HOMOSEXUALITÉ ET RÉVOLUTION



Prolétaires de tous les pays, caressez-vous !

SPARTACUS

Homosexualité et révolution, Daniel Guérin, rééd. Spartacus, Paris, 80 pages, 9 euros.

¹ C'est pourquoi cet article ne sera pas féminisé, Guérin se concentrant exclusivement sur l'homosexualité masculine et les questions de virilisme dans le mouvement ouvrier, en ne citant que des exemples masculins.

EN ESPAGNE ET AILLEURS

Non à la régression des droits des femmes

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA



DR.

Ces dernières années les droits individuels des femmes, en particulier celui à l'avortement, n'ont cessé de reculer. Les attaques se sont accentuées dans tous les pays, en même temps que le mouvement féministe se fragmentait et perdait en influence, alors que les secteurs les plus réactionnaires, eux, renforçaient leurs positions. Aux Etats-Unis, la décision de la Cour suprême établissant qu'aucun Etat ne peut interdire la réalisation d'un avortement constitue une victoire pour les femmes. Mais cela ne peut occulter les obstacles au droit à l'avortement, qui se sont multipliés sous l'influence de la droite chrétienne intégriste.

En Europe aussi s'exprime la puissance du lobby «pro-vie», avec à sa tête le pape François. En décembre 2013, le parlement européen a rejeté le rapport Estrela, qui comportait une série de recommandations sur la santé, l'accès aux méthodes contraceptives, l'avortement, la procréation médicalement assistée, l'éducation sexuelle et la liberté de conscience. Ce texte proposait également que l'avortement devienne un thème de compétence de l'Union européenne – ce qui pouvait ouvrir la voie à son autorisation dans tous les Etats membres.

C'est dans ce cadre que Rajoy (premier ministre de l'Etat espagnol) a cru pouvoir utiliser la question de l'avortement pour tenter de renforcer son gouvernement, en consolidant le soutien de secteurs de droite qui commençaient à s'éloigner du fait de résultats économiques et sociaux tout sauf brillants. Mais comme dans l'histoire de l'apprenti-sorcier, Rajoy n'a réussi qu'à déclencher un tourbillon qui pourrait s'avérer incontrôlable. Des présidents de région membres de sa formation, le Parti populaire, ont pris position contre la «réforme» supprimant le droit à l'avortement, tandis que des parlementaires du PP réclament le droit de voter selon leur conscience. On voit même se prononcer contre des secteurs de l'Eglise, les Réseaux chrétiens et les Coordinations de base. Selon un sondage, l'opposition au projet de loi est partagée par 86 % de la population !

C'est le PSOE (parti socialiste) qui, surfant sur la vague avec une campagne qui combine le droit des femmes à avorter et la défense d'une liberté démocratique, profite aujourd'hui de cette dégringolade. Tentant de se gagner les faveurs des «Indignés», il souligne que «*tous les partis ne sont pas les mêmes*» : le PP veut liquider les droits démocratiques

quand le PSOE, lui, les défend. «Jeune espagnol, vote PSOE en 2015 !» Une tactique qui commence à porter ses fruits puisque les derniers sondages le donnaient gagnant.

Dans le même temps, les femmes de l'Etat espagnol se mobilisent. L'initiative du «train de la liberté», des trains et des bus partant de différentes villes pour embarquer sur leur parcours les participantes à la manifestation du 1^{er} février à Madrid, semble rencontrer un écho important.

Quant aux manifestations de solidarité, elles s'étendent à toute l'Europe, en commençant à insuffler une nouvelle vie au mouvement féministe. Nous en aurons bien besoin ici aussi, où les réactionnaires et les intégristes restent très agressifs, tandis que le gouvernement, tout en se présentant comme un grand défenseur du droit à l'avortement, rend son application plus difficile avec ses politiques d'austérité à l'hôpital, ponctuées de fermetures de centres d'IVG.

De la victoire des femmes en Espagne dépendra, dans une large mesure, la possibilité pour les femmes européennes des générations à venir de continuer à décider si et quand elles veulent être mères. □